lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 112 — SEMAINE DU 20 AU 26 OCTOBRE 1970 — PRIX : 2 F

QUÉBEC

un combat sanglant pour une cause sans issue

courrier des lecteurs

LE PAIEMENT DES PENSIONS VIEILLESSE : L'ORDINATEUR EN PANNE

Titulaire d'une pension vieillesse de la caisse de Paris, je n'ai pas touché la revalorisation de ma pension cette année. Je devrais toucher 1.800 F par trimestre depuis le 1-4-70. Je ne touche que 1.632 F. Deux trimestres, cela fait 336 F de retard.

J'ai écrit deux lettres. Pas de réponse. Ma dernière lettre, je l'ai envoyée il y a quinze jours au « Service des Ordinateurs en panne », à cette caisse, rue de Flandre (dans la presse a paru un article qu'il y avait un ordinateur en panne à la caisse rue de Flandre).

Naturellement, les retraités ne peuvent plus faire des barricades, alors on les laisse mijoter, tout en proclamant que l'on s'occupe des personnes âgées.

A.S., 18 - Argenton.

Omission dans les demandes d'abonnement

La camarade H.M. de Fribourg pourrait-elle nous faire parvenir son adresse complète et exacte ? Une omission dans sa demande d'abonnement ne nous permet pas de lui adresser notre journal comme elle nous l'a demandé.

QUE DEVIENDRIONS-NOUS SANS LES FLICS ?

Monsieur,

Pour la première fois, je découvre votre journal Lutte Ouvrière **et n'en suis pas du tout enchantée. Moi qui passe du** Nouvel Observateur **(journal que je préfère) à** l'Huma, **puis du** Figaro **au** Monde, **que m'apporte le vôtre ?... Que représente-t-il ? Que suggère-t-il ? Avec quels partis compte-t-il s'unir pour offrir un renouveau, un changement ?**

J'entends parler de ces gens d'armes, qui font respecter la loi ou qui essaient de la maintenir, dans notre affreuse et délinquante société, en termes plus ou moins tendancieux : « les flics » par-ci, « les flics » par-là... Que deviendrions-nous sans ces derniers ? N'y a-t-il pas suffisamment de crimes impunis ? Où serait la discipline sans cette gent...

Vraiment, je ne comprends pas ; vous ne m'avez personnellement rien apporté. Je lui préfère de beaucoup l'Huma. **Ce dernier a toujours la même ligne de conduite et, à choisir, c'est le** Nouvel Observateur **qui l'emporte. Il sait au moins passer en revue tous les quotidiens, commenter intelligemment telle ou telle critique.**

Je n'achèterai plus jamais votre journal : au moins, puissiez-vous en connaître la raison !

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes regrets.

J.S., 69 - Rillieux.

Que représente Lutte Ouvrière ? *Une tendance ouvrière qui, avec des moyens, c'est vrai, malheureusement limité, lutte pour le socialisme, c'est-à-dire pour le pouvoir des travailleurs, et la mise au service de la société tout entière de tous les moyens de production, de toutes les richesses produites par le travail de la classe ouvrière.*

Que suggère-t-elle ? Ou plutôt, qu'affirme-t-elle ? Que ce n'est pas par les voies électorales, mais par la lutte de classe, par la lutte contre la bourgeoisie, son Etat (et ses flics), que les travailleurs pourront s'émanciper.

Avec quels partis comptons-nous nous unir pour parvenir à ce but ? En tout cas, avec aucun de ceux qui existent aujourd'hui, et qui ont tous renoncé depuis longtemps — quand ils s'en réclamaient — à ce but. Nous pensons précisément que la tâche de notre époque, c'est la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, capable de conduire la classe ouvrière à la victoire.

Ceci dit, nous jurons à nos lecteurs que cette lettre d'une éphémère et ex-lectrice n'est pas un faux élaboré dans l'officine de Lutte Ouvrière *pour pouvoir dire du mal de* l'Humanité *ou du* Nouvel Observateur. *Mais il est, au fond, normal que* l'Humanité *finisse par avoir les lecteurs qu'elle mérite, y compris des admirateurs des services de M. Marcellin.*

A nos correspondants

De nombreuses lettres nous parviennent toujours sans l'indication précise et complète du nom et de l'adresse de notre correspondant.

Nous répétons que nous ne pouvons publier que les lettres dont les signataires se font connaître de la rédaction de « Lutte Ouvrière ». Il est facile d'en comprendre la raison.

Nous répétons aussi, bien entendu, que nous ne portons pas ces indications lors de la publication si notre correspondant nous prie de n'en rien faire.

UN PATRON (PAS CONTENT) NOUS ECRIT

Dans notre numéro 109, *nous avons publié un court article dénonçant les conditions faites aux travailleurs de certaines entreprises de transport de Bourges. Le patron d'une de ces entreprises s'est senti, à juste titre, visé et nous a adressé la lettre suivante. Nous n'avons pu résister à l'envie d'en faire part à nos lecteurs, tant elle étale le contentement de soi, la suffisance et les œillères propres à certains bourgeois.*

Dans votre hebdomadaire cité en référence dans la rubrique « Dans les entreprises », page 18, sous le titre « Les entreprises de transports à Bourges », j'ai été surpris d'être mis personnellement en cause dans un article que j'estime tendancieux et erroné.

En conséquence et usant du droit de réponse comme l'autorise la loi, je vous prie de bien vouloir insérer dans votre plus prochain numéro et dans la même rubrique « Dans les entreprises », les rectifications suivantes :

— La société Centre Routier Abel Papin n'a pas un effectif de 90 ouvriers, mais occupe actuellement environ 300 personnes, cadres, employés, ouvriers et manutentionnaires.

— Les salaires sont sans doute plus élevés dans mon entreprise que chez certains confrères, mais cela ne résulte en aucune manière d'une action syndicale, car il n'y a pas de syndicat à l'intérieur de mon entreprise.

— Il n'y a pas non plus de « Roitelet » à la tête de la société, mais un patron qui travaille pour le bien de son entreprise et pour celui de son personnel tout en gardant une légitime autorité.

— Il y a par contre dans ma société des avantages et des actions sociales qui échappent tout naturellement à l'esprit bassement démagogique de votre correspondant local, bien anonyme d'ailleurs, ce sont :

- **un comité d'entreprise,**
- **un comité d'hygiène et de sécurité,**
- **un intéressement aux bénéfices,**
- **une prime d'ancienneté et de fin d'année.**
- **un banquet et un arbre de Noël pour les enfants du personnel,**
- **l'aide aux familles dans les cas particulièrement douloureux.**

Ce n'est pas là l'action d'un « roitelet », mais bien celle d'un chef d'entreprise qui sait apprécier humainement les efforts de son personnel et qui est fier d'avoir son estime.

Vous voudrez bien en prendre acte.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

A. PAPIN.

Nous publions en effet cette lettre dans nos colonnes, non pas que nous nous sentions obligés par un quelconque droit de réponse, qui dans ce cas précis n'a aucune raison d'être, et pas davantage en raison de son ton comminatoire.

Nous la publions simplement parce qu'à défaut d'intéresser nos lecteurs, elle a toutes les chances de les amuser.

Erratum

Une malencontreuse coquille nous a fait écrire dans notre dernier numéro, dans l'article « De la guerre contre les Japonais... » : « C'est pendant la guerre qu'il sortira de la région du Yemen où l'Armée Rouge tenait depuis la fameuse « longue marche » un minuscule « territoire libéré ». C'est évidemment « de la région du Yunnan » qu'il fallait lire. La longue marche fut certes un exploit peu commun, mais de là à conduire Mao-Tsé-Toung au Yemen... il y a plusieurs pas.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois	30 F
	1 an	50 F
sous pli fermé :	6 mois	70 F
	1 an	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Editorial

QUÉBEC

Un combat sanglant pour une cause sans issue

TROIS semaines après l'enlèvement, à Montréal, de l'attaché commercial britannique James Cross, quinze jours après l'enlèvement du ministre du Travail québécois Pierre Laporte, le Front de Libération du Québec a donc fini par mettre ses menaces à exécution : dans la nuit de samedi à dimanche, sur les indications fournies par les ravisseurs eux-mêmes, la police canadienne a retrouvé le corps du ministre du Travail, abattu à coups de revolver (à l'heure où nous écrivons, il n'y a aucune certitude sur le sort du diplomate anglais).

Si le Front de Libération du Québec voulait faire parler de lui, il aura sans doute réussi au-delà de tous ses espoirs. Mais il est moins sûr qu'il ait gagné, dans cette affaire, la moindre sympathie, y compris de la population québécoise au nom de laquelle il prétend se battre. Et son action aura en tout cas soulevé la réprobation unanime, au Canada comme ailleurs, des milieux politiques officiels.

Il y a, bien sûr, dans cette condamnation du F.L.Q. par les gouvernants de tous les pays, une énorme hypocrisie, car ceux qui s'élèvent aujourd'hui contre ses méthodes font mine de condamner toute violence, d'où qu'elle vienne, alors qu'ils sont précisément les représentants d'un monde qui sue la violence par tous ses pores, et qu'ils n'ont jamais reculé devant son emploi.

Ce ne sont évidemment pas de tels critères que les révolutionnaires socialistes utilisent pour juger les événements. Ils prendront la non-violence du gouvernement canadien au sérieux quand celui-ci aura condamné l'agression impérialiste américaine au Vietnam. Ils prendront l'indignation des commentateurs politiques français au sérieux quand ceux-ci se seront indignés de la même manière en ce qui concerne les exactions des troupes françaises au Tchad. Et ils ne verseront pas de larmes de crocodiles sur la mort d'hommes, qui, en tout état de cause, étaient des ennemis de classe.

Mais ils n'ont aucune raison, non plus, de se réjouir de leur mort parce que celle-ci ne fera pas avancer d'un iota la libération des opprimés, parce que, finalement, les hommes qui ont tué sont aussi, au fond, des ennemis de classe.

Ce n'est pas la moindre ironie de cette époque, qu'à l'heure où, sous la pression de forces économiques gigantesques, les frontières nationales étroites des vieux Etats craquent de toutes parts, on assiste au réveil de vieux nationalismes oubliés, ou même à la naissance de nouveaux.

Il y a longtemps que l'Etat national, idéal de la révolution française et des premières décennies du XIX[e] siècle, est condamné par l'histoire. Il y a longtemps que les conditions objectives sont mûres, pour la naissance d'une république socialiste universelle, seule capable de permettre l'épanouissement de toutes les minorités nationales, et de leurs cultures.

Mais voilà aussi près de cinquante ans que le prolétariat, seule force sociale capable de briser les carcans de la vieille société, a vu ses organisations révolutionnaires disparaître sous les coups conjugués de la répression bourgeoise, de la trahison social-démocrate, et du stalinisme. Voilà cinquante ans que le prolétariat n'est plus apparu comme force politique autonome, de manière déterminante, sur la scène de l'histoire.

Et l'histoire, comme la nature, a horreur du vide. La disparition du prolétariat de cette scène a suscité le développement de nouveaux mouvements politiques. La petite bourgeoisie s'est trouvée en position de jouer un rôle politique qu'elle n'aurait jamais pu espérer jouer en d'autres circonstances. Et son expression politique, le nationalisme, a connu un regain de faveur inespéré.

Sans doute joue-t-il un rôle différent dans les pays du tiers monde, économiquement dominés, et pillés, par l'impérialisme, que dans les pays capitalistes avancés. Mais il ne s'agit malgré tout, quelles que soient les circonstances, que d'une voie de garage, engageant la combativité des masses sur de fausses perspectives, et incapable de résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui à l'humanité.

Que même des oppositions sociales profondes se manifestent de cette manière là, comme c'est actuellement le cas en Irlande, n'infirme nullement cela, bien au contraire. La lutte des travailleurs irlandais, précisément parce qu'elle revêt les formes d'une lutte nationaliste, et même religieuse, montre bien que ce qui est en cause, ce n'est pas la combativité et l'esprit revendicatif des masses ouvrières, mais la claire conscience de leurs intérêts propres, liée à l'inexistence d'un parti de classe.

Et le drame qui vient de se jouer à Montréal n'est pas le fruit d'on ne sait quelle aberration politique. Il est au contraire un symbole : celui d'une société qui se frappe la tête contre les murs, non pas parce qu'elle est folle, mais parce qu'elle ne trouve pas d'issue. Mais qui pourrait bien, aussi, à ce jeu-là, devenir vraiment folle un jour.

sommaire

EN FRANCE

Page 7 :
- **Leur nouvelle société**
  — Une démocratie chabanesque.
  — Transports en commun : des discours à la réalité.

Pages 8 et 9 :
  — Une société bien policée.

Pages 12 et 13 :
  — La pollution.

Page 14 :
- **Dans les entreprises**
  — Echos des entreprises.

Page 15 :
  — La C.F.T. à l'œuvre à Citroën-Levallois.

Page 16 :
  — Une journée d'action à l'échelle du trust Thomson-CSF.

Page 17 :
  — Gain C.F.D.T. et perte C.G.T. à Idéal-Standard.

Page 18 :
  — Un centre « d'aide par le travail » à Toulouse.

Page 24 :
- **Luttes ouvrières**
  — Grèves à Renault-Cléon.
  à la Fonderie Lorraine de Saint-Etienne-du-Rouvray
  et à la C.I.T.

Page 8 :
- **Dans les grands magasins**
  — la grève des grands magasins parisiens.
  — la grève des nouvelles galeries de Saint-Etienne.

DANS LE MONDE

Page 5 :
- **Tchad**
  — Au Tchad, la France mène une guerre coloniale.

Page 5 :
- **Palestine**
  — L'accord Hussein-Arafat ne préjuge pas de l'avenir du peuple palestinien.

Page 6 :
- **Grande-Bretagne**
  — Cette loi qui leur est si chère.

Page 6 :
- **Etats-Unis**
  — Dans le paradis du « monde libre ».

DIVERS

Page 2.
- **Courrier des lecteurs**

Page 4 :
- **En bref**

Page 11 :
- **Revue de la presse d'extrême-gauche**

Pages 19 et 20 :
- **Feuilleton**
  — « La Paix » de Ernst Glaeser.

Page 21 :
- **Télévision**
  — La dynastie des Forsyte.

Page 22 :
- **Livres**
  — Le mouvement révolutionnaire arabe de N. Weinstock.

Page 23 :
- **Cinéma**

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

en bref... en bref... en br

Les «Fedayins-Marcellin» ?

Dans son numéro du 30 septembre 70, la « Vie Ouvrière », organe de la C.G.T., prend position sur la guerre civile de Jordanie qui a opposé les Bédouins du roi Hussein aux Fedayins des organisations palestiniennes. Son article, intitulé « à qui profite le drame » vaut la peine qu'on en cite des extraits.

« Oui, à qui profite l'effusion de sang ?

Cette question se pose à propos des tragiques affrontements qui se déroulent en Jordanie depuis plusieurs semaines. La lutte fratricide qui oppose Jordaniens et Palestiniens sur cette terre arabe qui n'avait pas besoin de ça, fait tout le jeu, c'est d'une aveuglante évidence, des militaristes israéliens qui ne veulent à aucun prix d'une solution politique au Moyen Orient.

(...)

Mais pourquoi faut-il là aussi que les faucons israéliens aient trouvé dans certains dirigeants palestiniens leurs meilleurs alliés de fait pour mettre en cause tous les progrès réalisés vers une juste solution de toutes les questions dans cette partie du monde ? L'avenir dira peut-être ce qui, dans tout cela, revient à l'inexpérience, à des divisions regrettables et stériles, à une impatience et à une colère certes compréhensibles étant donné les conditions terribles dans lesquelles vivent les populations palestiniennes privées de patrie, mais aussi sans doute, à l'agissement d'éléments troubles et aux agents des ennemis du peuple palestinien et de la cause arabe tout entière.

(...)

La menace de l'intervention américaine en Jordanie, sous le fallacieux prétexte de « protéger la vie des ressortissants américains » indique assez à quoi ces événements pourraient conduire. »

Dans tout cet article, pas un mot pour condamner la boucherie du roi Hussein. Pour les dirigeants staliniens de la C.G.T., si les Palestiniens se sont fait massacrer, c'est bien de leur faute ! Tant qu'à se rouler dans l'ignominie, ils vont carrément insinuer qu'après tout, il se pourrait bien que ces Palestiniens soient des agents de la C.I.A. ou de l'armée israélienne !

Décidément, des gauchistes français aux Palestiniens, les dirigeants de la C.G.T. n'ont pas beaucoup d'imagination. Ils ont trouvé une méthode simple pour expliquer le monde entier : chaque fois que les événements démentent leurs rêves de conciliation des forces et des classes irréductiblement hostiles, cela ne peut s'expliquer pour eux que par de sombres machinations policières.

Geismar ? (Ph. U.P.I.)

Boulin et le « gâchis »

Le personnel de l'Assistance publique ne fera plus que 40 heures par semaine au 1er janvier 1971. C'est le ministre en personne qui l'a dit. Mais il n'est pas question pour autant d'augmenter les effectifs déjà plus qu'insuffisants des hôpitaux.

Et comme M. Boulin n'est pas avare de résolutions téméraires, il a fait entendre qu'on devrait mettre fin au gâchis (?) de matériel dans les hôpitaux et veiller à son utilisation à 100 %. Quand on sait que bien souvent les malades ne disposent même pas d'une chaise ou d'une table de nuit par personne, sans parler de la carence en équipement sanitaire et en matériel de soins, on se demande sur quoi l'Assistance publique va bien pouvoir encore économiser.

A moins que, à l'image des « marchands de sommeil », on ne décide de mettre plusieurs malades par lit, qui se relaieront chacun toutes les huit heures pour prendre un peu de repos...

Trop copieux ? (Ph. U.P.I.)

Economies obligent !

Au lycée de Die, une classe de terminale qui avait été supprimée l'an dernier par suite du manque d'élèves, devait être rétablie à la rentrée 70 si 20 élèves au moins s'y inscrivaient. Les associations de parents d'élèves du lycée lancèrent une campagne de recrutement qui leur valut 150 réponses de familles intéressées.

Mais l'administration a tout fait pour décourager ces familles. Et en août, encore 23 demandes étaient repoussées... pour cause de fermeture définitive de la dite classe !

Un petit scandale de plus à mettre dans les 0,5 % de « bavures » constatées par notre inénarrable ministre de l'Education nationale, M. Guichard, à l'occasion de la rentrée scolaire.

Si les canons tuent, le ridicule, malheureusement, ne tue pas.

« Nous sommes tous des marchands de canons », a déclaré M. Michel Debré, ministre des Armées.

Avouer aussi abruptement l'inavouable, c'est-à-dire les buts éminemment lucratifs de l'Etat français et de son ministère de la Défense nationale, organisme que certains s'obstinaient encore à considérer comme garant et défenseur du seul « honneur de la Patrie », voilà qui ne pouvait passer inaperçu !

Mais pour se rattraper de cette parole malheureuse, devenue aussitôt historique ; pour réparer autant que faire se pouvait les dégâts, M. Debré s'est empressé de préciser pour sa « défense » que, si l'Etat français, comme bien d'autres, était marchand de canons, il avait droit aux circonstances atténuantes puisqu'il ne vendait pas à tous aveuglément, et surtout pas aux fauteurs de guerres. Et d'illustrer ses dires par le bel exemple suivant : l'Etat français ne fournit pas de matériel militaire à Israël, et, s'il lui en a fourni dans le passé, c'était avant 1967 et la guerre des six jours !

A vouloir trop prouver, M. Debré sombre dans le ridicule. Mais dans un ridicule qui, malheureusement, tue moins que ses canons.

L'air avantageux d'un représentant. (Ph. U.P.I.)

Socialisme hongrois ?

Kadar : désormais les Hongrois pourront le choisir. (Ph. U.P.I.)

Le Parlement hongrois a voté le 3 octobre une réforme du système électoral qui doit rendre celui-ci plus démocratique. Les électeurs pourront désormais choisir entre plusieurs candidats ! Rien de moins !

Il faut tout de même préciser que le gouvernement, moins téméraire qu'on pourrait le croire, maintient expressément le régime du parti unique, c'est-à-dire qu'il y aura plusieurs candidats du même parti !

En somme la réforme consiste à donner le droit aux électeurs hongrois de choisir entre « bonnet blanc » et « blanc bonnet »... comme dirait Jacques Duclos !

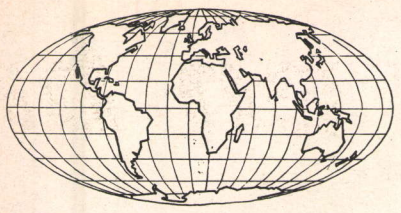
40.000 fouettés

Récemment, un tribunal de Pretoria (Afrique du Sud) a dû relâcher 19 nationalistes noirs, parce qu'ils étaient trop ouvertement innocents. Qu'à cela ne tienne : on les a assigné à résidence et « bannis ».

C'est, entre autres, pour protester contre ces mesures que 1.500 étudiants ont réclamé au cours d'un meeting la démission de tous les juges d'Afrique du Sud.

Insensés, ces étudiants ! Au même moment on apprenait qu'en Afrique du Sud, la peine du fouet est une pratique courante : 39.654 hommes l'ont subie de juin 1968 à juin 69.

Il n'y a aujourd'hui que quelques étudiants en Afrique du Sud pour réclamer la démission de tous ces juges. Mais quand des millions de noirs sud-africains viendront réclamer des comptes à cette racaille en robe, les magistrats du racisme risquent de regretter de ne pas avoir effectivement déguerpi plus vite.



DANS LE MONDE

L'accord Hussein - Arafat ne préjuge pas de l'avenir du peuple palestinien

POUR la seconde fois depuis les sanglants combats qui firent, en Jordanie, plusieurs dizaines de milliers de morts, essentiellement palestiniens, Hussein et Arafat se sont rencontrés au Caire. Car si on en juge par l'accord intervenu à l'issue de cette rencontre, accord dont certaines clauses sont d'ailleurs restées secrètes, il semble qu'un compromis ait finalement été trouvé entre le roi de Jordanie et le chef du Fath.

Des dispositions de l'accord livrées au public, il ressort que le chef de l'Etat jordanien renonce à exercer un droit de contrôle sur les fedayins armés, que ceux-ci pourront disposer des installations militaires qui, d'un commun accord, leur auront été attribuées. Par ailleurs, Hussein s'est engagé à proclamer une amnistie et à assurer l'égalité complète des droits aux citoyens d'origine palestinienne, de même qu'il a reconnu à Arafat la qualité de représentant exclusif du peuple palestinien. En revanche, Hussein a obtenu le regroupement des fedayins dans des secteurs géographiques déterminés et la fermeture des locaux de certaines organisations palestiniennes.

Du texte paraphé mardi dernier, on peut dire qu'il n'a pas plus de valeur que tous les textes du même genre. Indépendamment même de la possibilité qu'ont les deux signataires de faire appliquer toutes les clauses de l'accord — et on peut noter qu'Arafat comme Hussein auront des difficultés à faire disparaître les organisations de résistance rivales du Fath — l'accord est étroitement marqué par l'actuelle situation au Moyen-Orient, transitoire et mouvante.

L'accord du 13 octobre est en effet la résultante d'une situation dont les composantes sont variées et interfèrent les unes avec les autres : le rapport des forces, sur le terrain, entre les combattants palestiniens et les forces armées fidèles à la monarchie hachémite, la situation politique créée au Moyen-Orient par la lutte du peuple palestinien, le vide enfin, laissé par la mort du président Nasser.

Dans ce contexte, l'accord du 13 octobre sanctionne plus qu'il n'institue une trêve qui s'est instaurée en Jordanie, trêve toute relative d'ailleurs puisque, de ci de là, les escarmouches continuent et peuvent, à tout instant, prendre de l'ampleur.

La situation actuelle, et le compromis qui la reflète, ne constituent en fait qu'un répit pour les Palestiniens. Les Etats arabes, comme les grandes puissances veulent tous, pour des raisons particulières, conserver au Moyen-Orient son visage traditionnel. Ils ont intérêt à en finir avec un combat qui, par son dynamisme, la popularité qu'il rencontre parmi les masses arabes, peut devenir le dénominateur commun à tous les mécontentements et menacer tous les pouvoirs établis. Avec le plan Rogers, une occasion avait été fournie de livrer un combat exterminateur aux Palestiniens. L'héroïque résistance des fedayins a fait avorter le projet. Mais le problème demeure et, les mêmes causes entraînant les mêmes effets, on peut s'attendre à de nouvelles tentatives de crever l'abcès palestinien.

Aujourd'hui, certes, les ennemis du peuple palestinien ne semblent guère avoir l'intention de reprendre immédiatement une offensive militaire. Les U.S.A. comme l'U.R.S.S. paraissent avant tout préoccupés par la succession de Nasser. Ils suivent de près, en s'employant naturellement à l'orienter la mise en place de la nouvelle équipe dirigeante du Caire. Et l'expectative actuelle interdit à tout Etat arabe d'entreprendre une intervention armée qui, justement, suppose la complicité agissante des grandes puissances.

Pour les embrasser... ou les étouffer ? (Photo A.F.P.)

Cette période de répit momentané, les Palestiniens peuvent l'utiliser pour marquer des points, pour se préparer à affronter dans les meilleures conditions les combats que leurs ennemis ne manqueront pas de leur imposer. Pour cela, et les récents événements l'ont tragiquement confirmé, ils ne doivent compter sur aucun pouvoir établi, qu'il soit à Damas, au Caire, à Bagdad ou à Moscou. Les seuls alliés véritables du peuple palestinien, ce sont les masses exploitées du Moyen-Orient. Rechercher leur soutien, définir une politique au service de tous les exploités pour que la cause palestinienne puisse réellement être identifiée avec leurs aspirations, c'est la meilleure protection pour le peuple palestinien, c'est la seule manière de ne pas hypothéquer l'avenir.

F. Delain.

Au Tchad la France mène une guerre coloniale

AU Tchad, la mort dans une embuscade de onze parachutistes français, abondamment commentée dans toutes les presses, a rappelé avec brutalité l'existence de cette guerre lointaine que mène l'armée française depuis avril 1969 (sans oser l'avouer vraiment, sans oser surtout l'appeler par son véritable nom). Cette guerre coloniale, cette guerre de répression que le gouvernement français mène là-bas pour imposer et faire respecter le régime haï et corrompu de Tombalbaye fut soigneusement entourée du plus épais silence.

Et encore aujourd'hui, si un coin du voile est levé, on se garde bien de nous dire combien les troupes de Tombalbaye et les quelque 2.000 militaires français qui les appuient, ont fait de victimes dans les rangs de ceux qu'on s'est empressé de clouer au pilori sous le nom de « rebelles », « gangsters » et « bandits ».

Depuis un demi-siècle, tous les empires coloniaux des vieilles puissances impérialistes occidentales se sont effondrés sous l'irrésistible pression des luttes d'indépendance menées par des peuples pillés et gardés en tutelle pendant des dizaines et des dizaines d'années.

Le Tchad quant à lui accédait à l'indépendance en 1960, de manière apparemment pacifique, en même temps que la quasi-totalité des nouveaux Etats issus de l'ancienne Afrique noire française. Mais tout en octroyant ces indépendances, pour essayer d'éviter toute nouvelle guerre coloniale, le gouvernement français réorganisait son ancien Empire pour maintenir son influence. Les anciennes A.O.F. (Afrique occidentale française) et A.E.F. (Afrique équatoriale française) accédaient à l'indépendance, divisées en une multitude de pays faiblement peuplés. Ces pays, aux populations hétérogènes et divisées, l'impérialisme français espérait continuer à les exploiter sans problèmes sous la nouvelle façade pimpante de l'indépendance.

Le Tchad était l'un de ces Etats, fief du trust français du coton, et pion important de l'équilibre politique de toute la région. L'administration coloniale française en partant, imposait à une population de trois millions d'habitants composée pour l'essentiel d'éleveurs, le président Tombalbaye, favorable à sa politique et recrutait à la hâte une administration à sa solde. Des accords militaires de défense, tenus secrets, garantissaient le contrôle du nouvel Etat « indépendant » **comme celui des autres Etats africains.**

Contre le régime de Tombalbaye, tout à la solde du gouvernement français et dont les premiers actes furent l'interdiction des partis et le refus de s'exprimer à toute opposition, contre un gouvernement qui n'hésite pas à lever les impôts huit fois dans une même année, le mécontentement de la population ne pouvait que la pousser à se tourner vers ceux qui lèveraient l'étendard de la révolte.

Depuis le 22 juin 1966, date de la formation du Front de Libération Nationale du Tchad qui consacrait la fusion de deux mouvements d'opposition au Président, Abba-Siddick a pris la tête du combat armé contre les autorités de Fort-Lamy. Cet intellectuel formé à Paris, qui fut ministre de l'Education de 1957 à 1959, avant l'indépendance, qui n'a rien d'un leader communiste et qui, tout compte fait, ne possède que bien peu d'aspirations communes avec la population tchadienne, n'en a pas moins pris la tête d'un mouvement d'opposition. Ce qu'il veut : « donner un contenu à l'indépendance du Tchad », « une administration débarrassée de ses éléments médiocres et imbus d'esprit tribal », « des options politiques démocratiques », **toutes choses très vagues.**

Mais quelles que soient les limites d'Abba-Siddick, il semble bien qu'il représente une fraction de la population tchadienne qui est déterminée à défendre ses droits contre l'impérialisme français et les menées de ses légionnaires, à défendre son existence contre le gouvernement de Tombalbaye. Et il n'est pas impossible que ceux qu'on appelle des « rebelles », ceux qui combattaient encore récemment avec de vieux fusils italiens datant de la deuxième guerre mondiale et dont le courage dans la lutte est à l'image de leur immense misère, sauront trouver au cours du combat les chefs qui seront véritablement les leurs.

L. Plain.

(Photo Gamma)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(Grande Salle de la Mutualité)
26, rue Saint-Victor - Paris (5e)
Métro Maubert-Mutualité

Lundi 9 novembre

Le Tchad et la politique de décolonisation de l'impérialisme Français

DANS LE MONDE

GRANDE-BRETAGNE : Cette loi qui leur est si chère

LE gouvernement conservateur a finalement publié lundi dernier son fameux projet de loi anti-grève. Mais la loi anti-grève, cela fait déjà un bout de temps qu'on en parle en Angleterre, et les travailleurs anglais n'ont pas eu besoin d'attendre d'avoir de « fichus réactionnaires » au gouvernement pour qu'on leur en chante les vertus.

Les projets des travaillistes

Voilà tout juste un an et demi, alors que la travailliste Barbara Castle prenait très au sérieux ses fonctions de ministre du travail et de la productivité, alors que Wilson menaçait de démissionner si les Communes ne votaient pas la règlementation du droit de grève, c'est le gouvernement travailliste lui-même qui mit au point le premier projet de loi anti-grève. Le projet prévoyait alors un préavis de grève (baptisé pour la circonstance **« période de conciliation »**) de 28 jours et des sanctions pénales pour les grévistes **« illégaux ».**

Finalement la popularité du gouvernement travailliste, après 5 ans de bons et loyaux services envers la bourgeoisie, était trop sérieusement compromise, et les futures élections trop proches pour que Wilson pût alors se permettre d'imposer sans remous la règlementation du droit de grève. En somme, les travaillistes n'eurent pas le temps de rendre ce fier service à la bourgeoisie. Ils ont passé la main aux conservateurs.

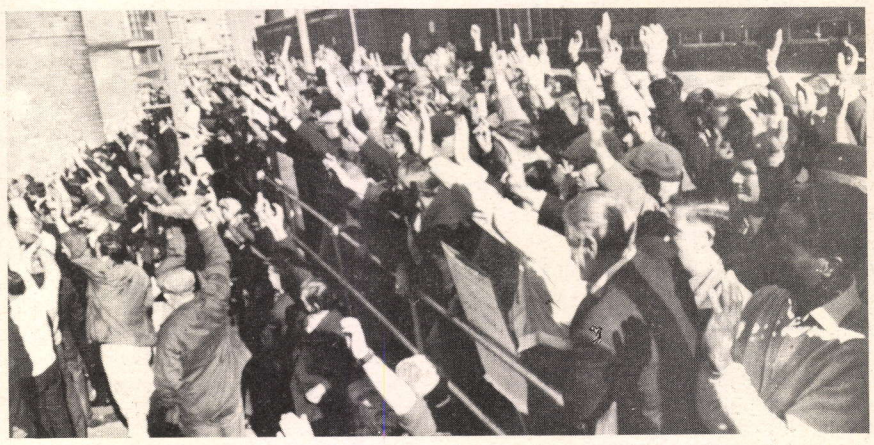
En réalité cela fait déjà longtemps que la bourgeoisie anglaise rêve d'une limitation du droit de grève et cherche par ce biais à intimider les travailleurs. La raison principale en est l'extension des grèves dites **« sauvages »**, c'est-à-dire des grèves qui ne sont pas déclenchées par les syndicats. Et depuis 1964 (arrivée au pouvoir des travaillistes), les travailleurs ont pris l'habitude de se passer des syndicats puisque 95 % des grèves sont **« sauvages ».** Aussi n'est-il pas étonnant que le rêve de tout ministre « responsable » soit de renforcer l'autorité de droit sinon de fait des syndicats sur les travailleurs en menaçant de répression pénale tous ceux qui n'obéiraient pas aux centrales dociles. Pour ce faire, il fallait aussi obtenir des syndicats qu'ils acceptent les différents arbitrages et **« conciliations »** en devenant officiellement des appendices étatiques **« volontaires ».**

Sous Wilson, les syndicats, sinon les travailleurs, eurent déjà tout le loisir de se faire à cette idée.

Heath prêt à « affronter une grève générale »

Et aujourd'hui, le gouvernement Heath pose fermement les jalons. Il a prévenu que ,pour imposer la loi, il passerait outre les oppositions et **« affronterait au besoin une grève générale ».** Evidemment, les conservateurs, à la différence des travaillistes n'ont pas de base à ménager, et peuvent se permettre, sans risque de crise interne du parti, une offensive sans phrase contre le droit le plus élémentaire des travailleurs.

Le projet de loi anti-grève est donc sans fard et sans demi-mesure : il reprend les lignes principales d'une autre loi anti-grève tristement célèbre : la loi Taft-Hartley, instaurée par le gouvernement Truman aux Etats-Unis en 1947, à la suite des grandes grèves de 45-46. Le projet anglais de Robert Carr, ministre de la productivité et de l'emploi, prévoit d'abord, à l'exemple américain, une mise en tutelle gouvernementale des syndicats : ces derniers seraient tenus de s'inscrire (avec communication de leurs statuts) sur un « Registre ». Tout syndicat qui permettrait à ses membres d'ignorer ses statuts (conformes à la nouvelle loi) pourrait être éliminé du Registre et perdre des « avantages » tels que : **« le droit d'établir les conditions d'admission au syndicat des travailleurs de l'entreprise »** (l'affiliation obligatoire n'étant pas reconnue mais soumise éventuellement au vote de la majorité des ouvriers de l'entreprise) ; **« la protection des ouvriers licenciés »,** et **« le droit d'être informé régulièrement de la marche de l'entreprise ».** Le premier de ces « avantages » signifie en réalité que les syndicats pourront choisir entre le droit d'avoir des statuts gouvernementaux et le droit de ne pas en avoir du tout (car, qu'est-ce que « les conditions d'admission au syndicat » sinon l'essentiel des statuts ?), c'est-à-dire de ne pas exister légalement. En somme, la démocratique Angleterre s'apprête à porter un coup sévère à la liberté syndicale ou plutôt à la liberté d'association pure et simple des travailleurs.



Juillet 70 : les dockers de Southampton refusent de reprendre le travail malgré les pressions syndicales. (Photo U.P.I.)

Le droit de grève en question

En second lieu le projet compte parer à toute éventualité : en cas de grève, un syndicat qui n'est pas inscrit au Registre, pourra être poursuivi **« pour avoir encouragé ses membres à rompre leur contrat de travail ».** Et si la grève est considérée comme une rupture du contrat de travail, c'est qu'elle n'est plus considérée comme un droit élémentaire des ouvriers.

Ensuite, pour fignoler, le projet énumère toute une série **« d'actions déloyales »** dont pourraient se rendre coupables les syndicats et (accessoirement)... les employeurs. Dans tout conflit officiel, l'employeur pourra demander des dommages et intérêts contre les leaders du mouvement de grève. Enfin, last but not least, un préavis de 60 jours sera exigé pour les grèves « d'importance nationale » !

Que font les syndicats ?

En bref, le gouvernement anglais compte en finir une fois pour toutes avec les grèves sauvages qui depuis des années se sont avérées tout simplement être LA grève, puisque les syndicats ne recouraient à cette dernière extrêmité que véritablement contraints et forcés. Et par ce nouveau carcan légal, le gouvernement voudrait obtenir des syndicats le même loyalisme dont ils ont fait preuve à l'égard du gouvernement travailliste.

Mais, bien évidemment, ce que les syndicats auraient accepté à plus ou moins long terme de la part de leur parti au gouvernement, ils ne peuvent pas l'accepter d'un gouvernement conservateur sans se discréditer totalement. Les travaillistes, aujourd'hui rejetés dans l'opposition, n'ont aucun intérêt à se couper de leur base. Ne serait-ce que pour la raison bien simple qu'ils ont intérêt à ménager et à reconquérir la confiance des travailleurs, seule valeur marchande appréciable aux yeux de la bourgeoisie, la seule capable de préparer leur future venue au pouvoir. Aussi, en parole, les travaillistes et les Trade Unions ont-ils tout intérêt à s'opposer vigoureusement au projet, d'autant plus vigoureusement qu'ils ne comptent pas mobiliser la classe ouvrière contre. D'ailleurs le gouvernement conservateur le sait bien ; il s'apprête à cette offensive verbale mais est à peu prêt assuré de la passivité effective des syndicats qui se garderont bien d'organiser une riposte d'envergure.

Reste à savoir si la classe ouvrière anglaise se contentera d'une riposte purement verbale.

Huguette Chevireau.

ÉTATS-UNIS : Dans le paradis du « monde libre »

LES élections législatives qui doivent se dérouler en novembre aux Etats-Unis se préparent dans la plus grande indifférence. Une chose pourtant inquiète le gouvernement Nixon ; le chômage n'a cessé d'augmenter ces derniers mois, et un taux record est prévu pour la période qui précédera immédiatement les élections. Cette fâcheuse conjoncture risque en effet de coûter quelques élus au Parti républicain, au profit des Démocrates.

Durant la crise de 1929 : quand les chômeurs étaient la majorité.

L'extension du chômage est pourtant le fruit d'une politique prévue d'avance puisque, voici maintenant un an, le président Nixon décidait d'entamer une période de récession. L'inflation, due à la guerre du Vietnam, a entraîné une perte de vitesse de l'économie américaine. Pour pouvoir ne pas terminer la guerre, la solution était évidemment de faire supporter aux masses travailleuses les conséquences de la crise. C'est ainsi que depuis un an, le nombre d'emplois ne cesse de diminuer ; ceux qui ont du travail se voient fréquemment imposer une diminution d'horaire, quant aux salaires, bien entendu, ils sont compressés un peu partout.

Les statistiques officielles font état pour le mois de septembre de 5,5 % de chômeurs, soit 4,3 millions de sans-travail à l'échelle du pays (il y en avait 3 millions l'an dernier). Les plus touchés sont évidemment les jeunes chez qui le pourcentage atteint 15,7 %, et principalement le jeunes noirs dont 30,2 % sont chômeurs.

Devant ces chiffres inquiétants, un conseiller économique de la Maison Blanche a parlé d'aberration statistique. Ce monsieur ne croit pas si bien dire. Les chiffres sur le chômage n'ont en effet que peu de signification car ils ne tiennent compte que des chômeurs recensés. Les jeunes qui n'ont pas encore travaillé, les chômeurs qui n'ont pas droit aux allocations soit parce qu'ils n'ont pas travaillé suffisamment longtemps dans l'année, soit parce qu'ils ont dépassé le nombre limite de semaines pendant lesquelles ils ont droit à une allocation, ne sont pas compris dans ces chiffres.

Pour obtenir un tableau complet de la « prospérité » américaine, il faut ajouter au nombre des chômeurs, celui des indigents. Les indigents, ce sont tous ceux salariés ou sans emploi, dont le revenu est si mince qu'ils ne peuvent subsister sans un secours de l'Etat. Ainsi, d'après des chiffres établis en 1965, on considère qu'une famille de 4 personnes ne peut vivre même très modestement dans une ville qu'avec un revenu minimum de 6.418 dollars par an. Mais le seuil d'indigence n'est reconnu que pour les revenus inférieurs à 3.130 dollars (toujours pour 4 personnes). Or les Etats-Unis comptaient il y a cinq ans 34,5 millions d'indigents, soit 20 % de la population totale, et, bien entendu, 45 % de la population noire.

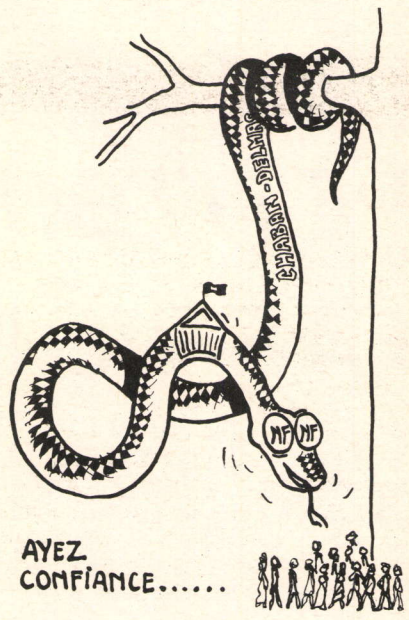
Ces chiffres à peine croyables sont pourtant bien réels, et n'évoquent même pas une période de crise exceptionnelle, comme on en connut après la grande dépression de 1929.

Le capitalisme américain a peut-être les moyens de se payer 35 millions d'indigents qui ne vivent que des secours du gouvernement, mais faut-il croire que c'est là la preuve qu'il se porte bien, ou plutôt qu'il crée ses propres fossoyeurs ?

Hélène Dury.

Le Premier Ministre devant le Parlement

LA DÉMOCRATIE CHABANESQUE



LA décision de Chaban-Delmas de poser la question de confiance à l'Assemblée Nationale, alors que rien ne l'y obligeait dans la Constitution, a provoqué deux sortes de commentaires. Les premiers étaient admiratifs pour le courage et le sens de la démocratie du Premier ministre : ils provenaient généralement de ceux qui, pendant dix ans, ont trouvé exactement les mêmes qualités à de Gaulle... pour tenir la conduite exactement inverse. Les seconds étaient ironiques. Et il est vrai que le Premier ministre ne risquait pas grand chose, assuré d'avance d'une confortable majorité.

Mais alors, pourquoi ce petit jeu ?

L'idéal démocratique ? Ce serait étonnant pour un homme qui n'est pas gêné de s'appuyer sur une majorité parlementaire douteuse ; ne serait-ce par exemple que parce qu'elle est bien loin de recueillir la majorité des voix aux élections législatives. L'U.D.R., rappelons-le, n'est majoritaire au Parlement que grâce à une loi électorale faite sur mesure pour écarter certains de ses adversaires et notamment le parti communiste.

L'opération de Chaban-Delmas était peut-être sans danger. Elle était pourtant nécessaire. Exactement comme il lui était nécessaire de se représenter aux suffrages des électeurs lors des récentes élections de Bordeaux. Exactement aussi comme il était nécessaire à de Gaulle d'obtenir à intervalles réguliers la caution du corps électoral que ce soit par l'intermédiaire d'un référendum ou d'une élection présidentielle.

C'est là le jeu de la démocratie bourgeoise en général, mais tout particulièrement le jeu de la V[e] République. Une démocratie qui ne consiste pas à tenir compte de la volonté ou des désirs du peuple mais qui exige que de temps en temps on ait sa caution, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses soi-disant représentants. De Gaulle préférait la première manière. Son passé et sa figure politique le lui permettaient. Elle ne lui a pourtant pas toujours porté chance. Ses successeurs préfèrent la seconde : actuellement et pour eux elle est tout de même beaucoup moins risquée.

C'est pour cela d'ailleurs que l'opération de Chaban visait en même temps à valoriser un peu ce pauvre Parlement. Son auréole s'est tellement ternie depuis la fin de la quatrième République. En général, ni Pompidou ni Chaban ne s'en préoccupent guère. Pourtant si l'on veut persuader l'opinion qu'en obtenant la caution du Parlement on obtient par là-même la caution de la nation, il faut bien que celui-ci jouisse de quelque prestige. Il n'est pas certain, bien sûr, que le fait que le Premier ministre aille devant lui, une fois par an, dresser un bilan de son gouvernement lui en rende beaucoup. Mais Chaban-Delmas tient à faire ce qu'il peut — dans la mesure où cela ne le gêne pas — dans ce sens. C'est aussi son propre intérêt.

Enfin, dernière préoccupation de Chaban-Delmas : la majorité elle-même et tout particulièrement l'U.D.R. Celle-ci n'est pas ou n'a pas été toujours d'accord avec le Premier ministre. D'autant plus qu'à la définition de la politique gouvernementale les députés U.D.R. ne prennent pas plus de part que les autres, dans la mesure où elle ne se décide plus du tout au Parlement mais à l'Elysée, à Matignon, dans les états-major des ministères... ou des trusts capitalistes. Le gouvernement n'a besoin que des voix des députés, pas de leurs avis. Certains grognent et rognent, comme aurait dit le général. Alors de temps à autre le gouvernement doit revenir devant eux pour leur demander de choisir. « Vous êtes avec moi ou contre moi. Dites-le, sinon une fois pour toutes, du moins un jour pour toute l'année. » Ensuite, forts de la caution obtenue, Chaban et le gouvernement mèneront pendant des mois la politique qu'ils voudront sans tenir compte ni du Parlement ni des députés de la majorité. La cinquième République a réussi à mettre le peuple et ses députés sur un pied d'égalité : ils n'ont pas plus de pouvoir les uns que l'autre.

J. Morand.

TRANSPORTS EN COMMUN :
Du discours présidentiel à la réalité

AL'ISSUE d'un Conseil des ministres restreint, qui s'est tenu le 15 octobre, le Président de la République en personne a tenu à souligner l'importance qu'il accordait personnellement à l'amélioration des transports en commun de la région parisienne.

Mais, derrière cette déclaration de bonnes intentions, qu'offre M. Pompidou aux Parisiens et aux banlieusards ? Aux premiers, pas grand chose (si ce n'est la perspective d'augmentation d'impôts locaux — baptisés « effort plus important demandé aux Parisiens ») ; aux seconds, pratiquement rien. Comme le dit la maxime : M. le Président de la République a fait beaucoup de bruit pour rien.

Et il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à cela. Les projets du VI[e] Plan estiment à une trentaine de milliards de francs les sommes nécessaires à l'amélioration notable des transports en commun. Or, les crédits débloqués ne dépassent pas la moitié de cette somme et englobent nombre de réalisations qui ne concernent nullement les transports en commun mais la voirie. Dans ces conditions est-il étonnant que les Pouvoirs Publics, incapables de faire face à leurs responsabilités, en soient réduits à quelques déclarations fracassantes par la bouche du premier des leurs ? En fait, les grandes opérations prioritaires *à entreprendre au cours du VI[e] Plan et dont a parlé Pompidou se limitent à fort peu de choses :*

— la réalisation centrale du tronçon du métro Express (Auber-Nation) qui sera terminée en 1976 ;

— l'amélioration du confort dans le métro par... la mise en service d'escaliers mécaniques, de meilleures correspondances avec la S.N.C.F. et la modernisation complète de deux lignes ;

— enfin, la desserte par voie ferrée de trois régions nouvelles de la grande banlieue : Cergy-Pontoise, Evry et la vallée de la Marne.

Ces maigres propositions se réduisent dans la réalité à presque rien lorsqu'on sait que le troisième projet entend utiliser largement des voies ferrées déjà existantes (comme la R.A.T.P. l'a déjà fait avec la branche Est du R.E.R.).

Divers projets ont été ainsi abandonnés notamment le prolongement de la ligne de Sceaux (de la Gare du Luxembourg jusqu'au Châtelet) et la liaison Paris-Orly dont on ne parle plus beaucoup sauf pour affirmer « qu'elle n'est pas abandonnée ».

En bref en guise de priorité accordée aux transports en commun *les Pouvoirs Publics ont accouché d'une souris.*

Les « grands projets » du sieur Pompidou ne changeront strictement rien au sort de millions de banlieusards qui utiliseront toujours des transports en commun inconfortables, lents et surchargés.

Toujours dans le domaine des transports le même Pompidou s'est longuement attardé sur les réalisations de voirie qui seront effectuées dans le même temps dans la région parisienne. Parmi ces mesures on peut citer les doublements des autoroutes de l'Ouest et du Nord, l'ouverture de bretelles nouvelles pour les autoroutes (ou plutôt les mini-autoroutes) A15 et A4, la création d'une voie doublant le boulevard périphérique à 6 ou 7 km au-delà des limites de la capitale, l'achèvement dudit boulevard périphérique et enfin la création d'une voie express sur la rive gauche de la Seine.

D'après Pompidou et ses conseillers tous ces projets devraient améliorer très sensiblement la circulation parisienne. En fait, il n'en est rien. Car la seule solution qui pourrait permettre de décongestionner véritablement Paris serait de permettre aux banlieusards, dont près de deux millions utilisent des moyens de locomotion individuels, de se rendre à leur travail en laissant la voiture ou la mobylette à la maison. Or, pour cela il faudrait que des transports en commun rapides existent et que les agglomérations de banlieue soient sérieusement desservies. Et le moins qu'on puisse dire est que nos gouvernants, au-delà des déclarations fracassantes, ne semblent pas pressés de s'engager sur cette voie.

Mais à défaut d'être capable de trouver des solutions adéquates à ces problèmes, le gouvernement semble bien décidé à faire payer aux contribuables son incapacité. Non seulement en fatigue et en tracas supplémentaires mais aussi en argent. C'est pourquoi le brillant Pompidou n'a laissé aucune illusion en la matière en rappelant que les projets de péage des autoroutes urbaines et de stationnement payant dans Paris seraient rapidement appliqués.

Tout se résume en fait à faire payer le contribuable et l'usager. C'est bien là la seule priorité que ne semble pas ignorer les Pouvoirs Publics.

J. Liévin.

A BAS LES IMPOTS PAYÉS PAR LES TRAVAILLEURS

LE 20 octobre, la C.G.T. organise une Journée nationale d'action pour la justice fiscale.

Les formes de cette action sont très larges. Elles vont de la pétition à l'arrêt de travail, en passant par les délégations au Parlement et auprès des pouvoirs publics, les meetings, les rassemblements sur les lieux de travail, les conférences de presse, etc.

Ces formes d'action, on sait bien qu'elles ne mèneront à rien. Mais enfin, il est préférable de protester, même faiblement, plutôt que de se laisser tondre sans rien dire.

Mais pour que l'action soit efficace il faudrait, en premier lieu, que les buts soient clairs et en vaillent la peine.

Or, que propose la C.G.T. ? En gros ce que préconise les autres syndicats.

Voyons de plus près :

Une réduction importante de la T.V.A. frappant les produits de large consommation et notamment les produits alimentaires et pharmaceutiques.

Si cela pouvait être obtenu par des pétitions et quelques délégations ce serait une réforme non négligeable à laquelle nous ne pourrions que souscrire. Mais hélas pour s'attaquer à la fiscalité il faudra des luttes sévères sur un terrain difficile. Alors puisque cet objectif ne peut être atteint que dans un combat généralisé pourquoi en limiter la portée. Les socialistes, les communistes, les révolutionnaires sont contre l'impôt indirect qui frappe en premier lieu les plus pauvres.

La C.G.T. propose ensuite un tas de mesures pour permettre un allègement de l'impôt sur le revenu des salariés.

Nous pensons quant à nous que le salaire n'est pas un revenu. Un revenu, c'est pour nous, socialistes, ce que rapporte l'argent par l'exploitation du travail d'autrui.

Nous sommes dans une société capitaliste, gérée par un Etat capitaliste, c'est donc aux capitalistes de faire vivre leur Etat. Les travailleurs payent assez cher de leur travail leur droit d'exister.

Les quelques services, combien défectueux, que l'Etat capitaliste met à la disposition du public, il nous les fait payer. Que ce soient les transports ou les services de santé nous devons débourser chaque fois que nous les utilisons. Pourquoi faudrait-il qu'on les paye une deuxième fois sous forme d'impôts ? Quant à l'Administration, la police, l'armée elles servent uniquement aux capitalistes. S'ils n'ont pas les moyens de les entretenir ce n'est pas nous qui auront à nous en plaindre.

Alors, si le 20 octobre, une occasion nous est offerte de manifester contre la fiscalité profitons-en pour protester fermement contre les impôts payés par les travailleurs.

Pourquoi nous limiter à réclamer un allègement de notre charge ?

Que les capitalistes payent l'entretien de leur administration et de leur Etat !

A bas les impôts indirects !

A bas l'impôt sur les salaires !

P. Caral.

UNE SOCIÉTÉ BIEN POLICÉE

PETITE RECETTE POUR FABRIQUER UN COUPABLE

VOUS choisissez un ouvrier de préférence connu pour ses sympathies gauchistes ; de préférence récemment licencié, vous l'accusez d'une bagarre qui s'est produite n'importe où dans les environs de son lieu de résidence (c'est bien le diable si vous n'en trouvez pas !) ; et, si aucune preuve ne peut être retenue contre lui, qu'à cela ne tienne, il y a toujours possibilité de le condamner pour rébellion. Un canular, penserez-vous ? Pas du tout. C'est l'histoire qui est arrivée dernièrement à M. Jean-Claude Poirson, jeune ouvrier récemment licencié des usines Peugeot.

Le 28 septembre, à 3 heures du matin M. Hureau, autre ouvrier des usines Peugeot, était frappé d'un coup de bâton sur la tête par des inconnus. Il fut légèrement blessé. L'affaire aurait pu en rester là, mais la police toujours zèlée ne tarda pas à découvrir un présumé coupable. Fidèle à ses préceptes : « cherchez à qui le crime profite », elle a imaginé tout un scénario des plus fantaisistes, pour faire concorder ses sentiments à la réalité. D'après elle, la victime n'avait apparemment aucune raison d'être frappée ; c'est donc qu'elle l'avait été par erreur. Par contre, il existait dans la même usine un autre ouvrier qui avait de bonnes raisons de recevoir des coups, un chef d'équipe. Peu de temps auparavant, il avait renvoyé un jeune ouvrier connu pour ses opinions gauchistes. N'est-ce pas lumineux ? Le gauchiste est présumé coupable d'avoir attaqué M. Hureau en le prenant pour son chef. Il y a une victime, un accusé, un mobile, que demander de plus ? Et tant pis s'il n'existe aucun lien entre les trois.

Malheureusement, aucune charge ne put être retenue contre M. Jean-Claude Poirson. Lors de l'enquête, il fut confronté lui et deux de ses camarades, avec la victime, qui ne reconnut pas en eux ses agresseurs. Faute de mieux, il fut condamné à huit jours de prison avec sursis policiers étaient allés le chercher chez lui sans mandat d'amener, pour le contraindre à aller faire sa déposition au commissariat, il avait refusé de les suivre.

Il s'était débattu lorsqu'on lui passa les menottes. Pour rébellion, il fut condmné à huit jours de prison avec sursis et à deux cents francs d'amende. A son avocat qui s'étonnait, lors du jugement, de ne plus retrouver le certificat médical, confirmant que son client avait subi des violences de la part des policiers, le procureur de la République répondait que ce certificat se trouvait dans un autre dossier, entre les mains de la police. Il existe bien une justice en France, mais au service de qui ?

MARCELLIN A L'HOPITAL

Un spécialiste des hôpitaux. (photo A.F.P.)

EN inaugurant un nouvel hôpital à Thonon-les-Bains, Marcellin a annoncé la création prochaine de 5.000 postes de policiers ainsi que la construction de nouveaux commissariats dans les villes.

Curieuse circonstance et curieux endroit pour faire de telles révélations. Notre ministre de la matraque désirait sans doute qu'on ne se méprenne pas sur ses fonctions qui sont toujours celles de premier flic de France. Si dans un moment d'égarement il a pu inaugurer un hôpital, il a tenu à faire savoir que la santé des Français le concernait moins que la prison de la Santé. Qu'on se le dise !

Marcellin inaugurant un hôpital ! Pourquoi pas après tout. Sa police n'est-elle pas un des gros fournisseurs de blessés en certaines circonstances ? Du flic au lit d'hôpital, quelle organisation !

J.P.

UNE VIE PRIVÉE... DE LIBERTÉ

DU 30 septembre au 3 octobre s'est tenu à Bruxelles un colloque sur la « protection de la vie privée » sous l'égide du Conseil de l'Europe.

A en croire les travaux de ce colloque, la notion de vie privée des individus qui serait protégée des regards indiscrets de l'Etat ou des employeurs semble avoir vécu.

Un médecin vint rappeler que le « secret médical » n'existait plus depuis longtemps. Les progrès techniques sont en train de reléguer au magasin des antiquités les concierges indiscrètes et on dispose aujourd'hui de moyens bien plus puissants. C'est ainsi que l'utilisation de caméras d'un modèle réduit pour la surveillance clandestine est devenue banale aujourd'hui aux Etats-Unis. Par ailleurs si les écoutes téléphoniques sont toujours très employées, on a fait mieux depuis. Il est désormais possible d'utiliser le téléphone pour écouter à distance des conversations dans une pièce. Quant aux multiples gadgets pour « filer » commodément quelqu'un, ils n'existent pas que dans les films de James Bond.

Les orateurs ont reconnu que le droit actuel n'offrait pas de protection efficace contre ces moyens de plus en plus puissants. Pour eux **« alors que les savants ne cessent de découvrir de nouveaux moyens utilisables contre l'intimité des êtres et de leur famille, les juristes en sont encore à raffiner une définition de la vie privée ».**

Il est seulement regrettable qu'au cours de ce colloque, les seules précisions aient été d'ordre technique. On aurait aimé qu'on nous dise quelles sont les polices qui espionnent leurs « suspects » ? quels sont donc les patrons qui mènent de véritables enquêtes policières sur leurs salariés ? Toute cette assemblée de distingués savants a préféré s'en tenir à des généralités qui ne gênent personne.

C. D.

Une police comme une autre

LE commissaire Sergio Fleury, l'un des principaux dirigeants de la police politique brésilienne, vient d'être inculpé, avec quinze autres policiers, pour avoir assassiné un repris de justice en novembre 1969. Cet assassinat était « un extra », accompli en dehors de ses heures de travail, pour le compte de « l'Escadron de la mort » dont il est l'un des fondateurs.

« L'Escadron de la mort » est essentiellement formé de policiers qui y consacrent leurs heures de loisir, et il se fait fort de régler toutes les affaires, aussi bien politiques que criminelles, sans s'embarrasser des procédures légales, par les moyens les plus expéditifs possibles : tortures et assassinats. C'est, en somme, une espèce de police parallèle, assez difficile à distinguer de la police officielle... puisque ses hommes de main et ses dirigeants appartiennent aux deux organismes.

Carlos Marighela, leader du parti communiste révolutionnaire brésilien, abattu par la police. (Photo U.P.I.)

Une police qui fait du travail noir, qui torture, qui assassine et qui règle ses comptes elle-même dans le mépris le plus total des lois !

Marcellin vous le dirait, ce n'est pas en France qu'on verrait de telles atrocités ! Et ce n'est pas Ben Barka qui pourra venir le contredire...

R.S.

Une police au-dessus de tout soupçon

QUI l'eût cru ? La majorité des Français n'aime pas, paraît-il, sa police. En tout cas les représentants des policiers s'en plaignent. Ils protestent aussi contre l'ignoble campagne qui se développe, à leur dire, dans la presse, à la télévision, au cinéma même, contre leur honorable corporation, campagne tissée de calomnies, bien entendu.

Car comme chacun sait, il est faux que des policiers utilisent dans les commissariats les coups pour obtenir des aveux, comme le prétendaient certains témoignages au cours de l'émission de télévision consacrée la semaine dernière à la justice. Le « passage à tabac » serait une invention de journaliste ou de gauchiste destinée à « affaiblir la défense de la République ! », selon le mot récent de M. Marcellin. Qui osera prétendre que les interpellations de vendeurs de journaux, de distributeurs de tracts ou de manifestants donnent lieu à des brutalités policières. Qui aura le front d'affirmer avoir entendu des policiers dans l'exercice de leur fonction, en uniforme, proférer des propos racistes ou anticommunistes ? Celui qui le ferait se ferait rudement rappeler à l'ordre, mais ce ne serait que justice puisqu'il calomnierait alors la police.

D'ailleurs la police pourrait faire citer quelques témoins à décharge : Ben Barka, par exemple, s'il n'avait malencontreusement disparu ; quelques manifestants de Charonne, s'ils n'étaient pas morts inopinément, d'autres encore qui se sont frottés de très près aux sbires de M. Marcellin ou de ses prédécesseurs et qui en sont restés marqués.

Bien sûr, il y a quelques taches au dossier. Quand un Mémé Guerini vient déclarer en plein prétoire qu'il avait de très bonnes relations avec des personnages haut-placés, y compris dans la police, cela peut faire jaser. Mais n'oublions pas que Guerini est un truand. Qui ose le croire ?

D'ailleurs il est faux de dire que tous les Français n'aiment pas la police. Nous en connaissons UN qui l'aime, qui la chérit, qui l'idolâtre : M. Marcellin. Il ne peut entendre la moindre critique à son égard sans que son sang tourne. Aussi s'est-il fait menaçant à l'adresse de ceux qui ne partageaient pas sa passion. Il utilisera tous les moyens que la loi met à sa disposition pour mettre fin aux agissements concertés et intolérables de ceux qui calomnient la police pour affaiblir la défense de la République.

Voilà qui est net. Personne ne se plaindra plus de la police. Sinon, ouste ! A tabac !

J.-P. Vali.

A PROPOS DE L'EMISSION " HEXAGONE "

La Justice à la télé

AU commissariat, on a pris la trempe habituelle... oh ! c'était pas tellement méchant : des claques... »

C'est sur ces mots d'un jeune délinquant que débuta l'émission. Et de la garde à vue à l'audience, en passant par l'inculpation, on y parla beaucoup de la police et des méthodes policières, avant de traiter de l'assistance judiciaire et de l'indépendance de la magistrature.

Outre maître Pollack, le débat réunissait M. Foyer, ancien garde des Sceaux, des magistrats et un fonctionnaire du ministère de la justice.

Ils n'avaient pas de bien grandes divergences et se donnèrent surtout pour tâche de répondre aux critiques venues de l'extérieur, ou de les déclarer simplement sans fondement.

A propos de la garde à vue, un jeune raconta qu'il avait passé celle-ci (48 heures) sans dormir, qu'on l'avait mis nu puis frappé violemment (sans laisser de traces) : il y avait eu alternance de flics frappeurs et de flics-gentils-qui-offrent-des-cigarettes. Notons qu'il effectua quarante-quatre mois de détention préventive, tout cela pour le vol d'un plaid dans une voiture.

Pour le commissaire Le Taillanter, par contre, le passage à tabac, cela n'existe pas : **« les traces de violences, on peut s'en faire où on veut et quand on veut ! »** d'ailleurs, une personne en garde à vue, c'est déjà un **« coupable probable »** ; alors...

M. Foyer, lui, déclara que **« c'est un mérite de notre pays d'avoir réglementé la garde à vue »**. Quant à cette réglementation, M. Le Taillanter avoua que la police avertit le parquet **« en principe »**, mais qu'elle ne peut pas passer sa vie au téléphone. C'est encore **« au téléphone »** après 24 heures que la prolongation de garde à vue est accordée par un substitut qui **« n'hésite pas à poser des questions ! »** pour vérifier si elle est justifiée.

Ce substitut, on peut l'admirer dans l'exercice de ses fonctions, inculpant un jeune qui avait volé une mobylette. Il est difficile de traduire l'écœurement qu'inspirait cette scène. Après cela, la vue d'un juge sympathique (secrétaire général du syndicat de la magistrature), fut une surprise. Il expliqua que les magistrats sont désarmés devant les exactions policières, que même lorsque les faits sont flagrants et qu'une enquête est ouverte, ce sont évidemment des policiers qui la mènent, si bien qu'il n'y a jamais de poursuites. Maître Pollack ajouta qu'il n'y a **« aucun contrôle sur ce qui se passe dans les locaux de police »**, ce qui est d'autant plus grave que **« l'interrogatoire à la police pèse de façon irrémédiable sur les suites de l'affaire »**. Ce qui va de soi : un juge d'instruction menant 200 dossiers de front n'a pas le temps de s'attarder.

La suite de cette émission montra que la justice est coûteuse et l'indépendance des magistrats toute relative. Il est vrai que pour la plupart des personnes présentes, la seule chose qui cloche c'est le budget, trop faible, de leur ministère.

Bien des aspects de ce que, par dérision pourrait-on croire, on appelle justice, n'ont pas été abordés durant cette émission. Par exemple, personne n'a discuté de la nécessité même de la garde à vue. En outre, ni la détention préventive, ni l'application des peines n'ont été abordées. Cela dit, l'émission valait la peine d'être vue.

L. Bertrand.

CHASSE AUX GAUCHISTES A WATTRELOS

DEPUIS quelques temps à Wattrelos (Nord), la police essaye vainement d'empêcher la vente de Lutte Ouvrière *sur le marché le dimanche matin. Indicateurs et flics en civil à lunettes noires et gabardine beige, sont ainsi lâchés dans la foule pour repérer les vendeurs tandis que les cars de police viennent faire des incursions de plus en plus fréquentes aux alentours du marché.*

Le dimanche 27 septembre, les policiers arrivaient peu après la vente et interrogeaient commerçants et passants. Ils allèrent même jusqu'à subtiliser Lutte Ouvrière *à un travailleur immigré qui venait de l'acheter en lui disant que c'était interdit.*

Un autre dimanche, une nouvelle descente interrompait la vente. Prévenus à temps, les vendeurs purent se disperser.

La « chasse aux gauchistes » semble être devenu un passe-temps favori pour ces messieurs de la police. Quant à la population et les commerçants, ils ont montré clairement par leurs réflexions leur désaccord avec ces méthodes. Face aux intimidations et aux provocations de la police, les révolutionnaires sauront défendre leurs droits à diffuser librement leur presse.

Correspondant L.O.

Le procès Geismar : la riposte nécessaire contre la repression

LE 20 octobre, au moment où paraîtra ce journal, s'ouvrira au Palais de Justice de Paris le procès d'Alain Geismar, leader de l'ex-Gauche Prolétarienne. Geismar est poursuivi pour avoir appelé, le 27 mai dernier, à des manifestations de rues interdites. Il s'agissait déjà à l'époque de protester contre la répression qui frappait Le Bris et Le Dantec, directeurs successifs de La Cause du Peuple **et tous deux inculpés** « d'incitation à la violence, à l'incendie, au pillage, au sabotage, aux crimes contre la sûreté de l'Etat ».

On sait qu'à la suite de ces manifestations, la Gauche Prolétarienne fut dissoute et, ultérieurement, Alain Geismar devra répondre également devant la cour de sûreté de l'Etat de l'accusation de « reconstitution de ligue dissoute ».

Mais quels que soient les motifs officiels qui conduisent aujourd'hui Geismar devant diverses juridictions de l'appareil d'Etat bourgeois, ce qui est en cause est beaucoup plus important et beaucoup plus significatif. Ce qui est en cause, c'est l'existence même des organisations révolutionnaires, leurs possibilités légales de s'exprimer.

La répression qui s'abat aujourd'hui par priorité sur la Gauche Prolétarienne touche aussi systématiquement et depuis longtemps les vendeurs et diffuseurs d'autres organisations révolutionnaires et même des militants syndicalistes.

En outre, avec les lois « anti-casseurs », **la bourgeoisie s'est donnée de nouveaux moyens d'intervention contre toute opposition et les mesures prises visent tout particulièrement le mouvement ouvrier dans ses manifestations (grève, occupation de locaux, etc.). Il s'agit donc, bel et bien, d'une menace qui concerne non seulement l'ensemble de l'extrême-gauche mais encore toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière.**

Depuis quelques semaines, il est vrai, ces organisations traditionnelles semblent avoir pris conscience du danger, et, passant outre leur anti-gauchisme systématique, ont protesté publiquement, y compris dans les colonnes de l'Humanité, **contre la répression qui touchait, entre autres, les vendeurs diffuseurs de** La Cause du Peuple. **Ce n'est pas suffisant. Mais c'est dans cette voie que pourra s'organiser la riposte nécessaire et unanime qui ne laissera pas les organisations révolutionnaires prendre isolément et séparément les coups que l'Etat bourgeois destine en fait et en droit au mouvement ouvrier lui-même. C'est pourquoi les militants révolutionnaires dans les entreprises doivent expliquer à leurs camarades le sens et la portée de la répression actuelle et obtenir des organisations syndicales des prises de position publiques et l'organisation de la protestation.**

Colette Bernard.

La grève dans les grands magasins

Les Galeries Lafayette en grève. (Photo U.P.I.)

LA semaine d'action annoncée dans les grands magasins au début du mois d'octobre par l'ensemble des syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et C.G.C., et la participation à cette semaine de milliers de travailleurs des « Galeries Lafayette », de la « Samaritaine », du « B.H.V. », etc... a permis de mesurer l'étendue du mécontentement des employés de commerce, souvent qualifiés de peu combatifs.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Elles n'ont guère changé dans cette catégorie professionnelle depuis la puissante grève de 1936 dans les grands magasins.

Que l'on soit vendeuse, démonstratrice, caissière, manutentionnaire à l'expédition ou à la réception des marchandises, le travail est également pénible.

Pour certaines, il faut rester toute la journée debout et parcourir des kilomètres de la caisse à la réserve. Pour d'autres, il faut rester assis face à son bureau ou à sa caisse, et demander la permission pour se lever. A l'intérieur du magasin c'est la chaleur, la pollution de l'air, le bruit de la foule et des annonces publicitaires, la lumière au néon qui fatigue. Au sous-sol il faut subir la chaleur étouffante dégagée par la tuyauterie du chauffage central, et le manque de lumière. Cependant qu'à l'extérieur, les vendeuses sont contraintes de travailler jusqu'à ce que le thermomètre descende à 0° C.

Dans tous les rayons, dans tous les couloirs, une chiourme imposante, composée d'anciens flics ou d'anciens militaires, surveille les faits et gestes des employés. Malheur à ceux qui sont surpris en flagrant délit de se reposer un instant assis sur le coin d'une caisse. C'est la porte qui les attend.

Quel que soit son emploi, on finit la journée éreinté, énervé, complètement « lessivé ».

LES HORAIRES ET LES SALAIRES

Ils sont à l'image des conditions de travail. La journée de travail dont l'amplitude est fixée à 11 heures dans les magasins classés « non-alimentaires » comme la Samaritaine, atteint 13 heures dans les magasins « alimentaires » comme Carrefour. C'est dans l'alimentation que les horaires sont les plus longs. 50 à 52 heures hebdomadaires au rayon pâtisserie ou à celui de la boucherie-charcuterie.

Avec l'ouverture des grands magasins en nocturne, une partie du personnel travaille jusqu'à 22 heures sans compensation importante.

Comme le proclament les pancartes des grévistes, du point de vue des salaires « C'est la misère ».

Une vendeuse débute à 610 F, le taux de la guelte (pourcentage sur la vente) étant fixé suivant les rayons de 0,6 pour 100 à 1,3 pour 100. Le salaire mensuel ne s'élève guère pour cette catégorie au-dessus de 750 à 800 F. Les caissières qui touchent 850 F par mois peuvent voir leur salaire amputé de sommes correspondant aux erreurs de caisse. Ce qui revient à une véritable amende sur les salaires.

Les augmentations varient suivant la « cote d'amour » et le critère qui prévaut pour tous les chefaillons, c'est la docilité. C'est bien simple, les salaires varient considérablement d'un rayon à l'autre, les différences pouvant atteindre 200 F sans que les travailleurs sachent pourquoi.

D'autre part, pour pouvoir disposer du personnel à son gré, le patronat ne titularise pratiquement plus personne, ce qui est bien pratique pour licencier sans problèmes.

LA GREVE

Dans ces conditions, le mécontentement latent devait éclater tôt ou tard.

Une grève regroupant 90 % du personnel éclata dans la dernière semaine de septembre au B.H.V. de Garges-les-Gonesses où fut mis en place un piquet de grève. Devant l'amorce d'une lutte qui était en voie de se généraliser, les syndicats décidaient une « semaine d'action ».

Le 30 septembre, plusieurs centaines d'employés des Galeries Lafayettes montent à la direction et occupent l'escalier d'honneur. Ils exigent 1.000 francs minimum, une augmentation de 10 %, la retraite à 60 ans, l'amélioration des conditions de travail. La direction, méprisante, n'accorde que 3 %.

Les mêmes revendications sont reprises au Printemps Haussmann ou un millier de travailleurs débrayent. Au Printemps Nation, grève de 24 heures ; au B.H.V. de l'Hôtel de Ville, grève de plusieurs jours suivie par 1.500 personnes cependant qu'au B.H.V. de Garges, les grévistes en sont à leur 12e jour de grève. Le mouvement touche également la province, les grands magasins de Saint-Etienne.

Des manifestations de rue sont organisées par les grévistes qui défilent dans une ambiance joyeuse et déterminée, et vont porter leur soutien aux grévistes des autres grands magasins. De nombreux cars de police sont présents autour des magasins.

LA MANIFESTATION

Mardi 14, une manifestation centrale est organisée devant le siège de la Chambre patronale au Palais-Royal qui réunit 8.000 employés.

L'ambiance est chaude, les revendications sont reprises en chœur et le slogan de Mai 68 « Ce n'est qu'un début... » est scandé.

Pendant ce temps une délégation des syndicats est reçue. Elle revient une heure plus tard annonçant que le président de la Chambre syndicale s'en tient aux 3 % déjà annoncés et que le règlement du conflit est du ressort de l'Inspection du Travail.

Le compte rendu est accueilli par les huées de la foule et malgré l'opposition du plus grand nombre des manifestants, les syndicats décident la dislocation du cortège.

L'ATTITUDE DES SYNDICATS

Dans un communiqué les syndicats annonçaient qu'ils se félicitaient du succès de la manifestation et qu'ils allaient poursuivre le mouvement en réunissant le personnel PAR ENTREPRISE, afin de proposer de « nouvelles formes d'action ».

Alors que l'unité était enfin réalisée au niveau du personnel des différents grands magasins, les syndicats, eux, semblent s'être unis pour limiter la portée du mouvement et lui donner la forme d'une simple démonstration de force.

PREMIERS RESULTATS

Des succès partiels ont été déjà obtenus : ainsi, aux Trois-Quartiers, la prime de fin d'année est passée de 200 F à 400 F. Mais de tels succès ne sont pas en proportion de ce qui aurait pu être obtenu avec l'extension radicale du mouvement. La preuve est cependant faite qu'un mouvement englobant l'ensemble du personnel est plus payant que les petits débrayages tournants et isolés. Mais surtout, la preuve est faite que les employés des différents magasins peuvent s'unir contre leurs directions respectives.

Correspondant L.O.

La grève aux Nouvelles Galeries de Saint-Etienne

Le jeudi 8 octobre, pour leur huitième mouvement de grève en 3 semaines, les employés des Nouvelles Galeries durcissaient leurs positions.

Profitant de la venue à Saint-Etienne de la maison parisienne Donatella, le comité de grève élu lors de la dernière assemblée générale, décida de reprendre l'action revendicative.

Ainsi, devant les portes des Nouvelles Galeries se rassemblèrent les grévistes qui reçurent l'appui moral des mannequins parisiens. Tous ont hué le directeur lorsqu'il est venu exiger la reprise du travail, brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : **« Aux nouvelles Galeries, pas de salaires mini - C.G.T. »** ou bien : **« Donatella prêt à payer - C.G.T. - C.F.D.T. »** .

Un cortège se forma alors et se dirigea vers le magasin Monoprix : le but était de faire débrayer les non-grévistes de ce magasin qui venait lui aussi d'entamer une lutte revendicative. Ne pouvant y parvenir, le cortège se dirigea alors vers la Bourse du Travail où chaque magasin tint une Assemblée Générale.

Les représentants syndicalistes prirent la parole pour rappeler les luttes menées actuellement dans plusieurs grands magasins, prouvant le refus des travailleurs de voir leurs conditions de travail se détériorer et leur niveau de vie baisser.

Une proposition de la direction qui se limitait à une augmentation de 30 F environ fut refusée par le comité. Cette décision fut d'ailleurs longuement acclamée.

La suggestion de l'un des grévistes de poursuivre le mouvement de ce jeudi après-midi au vendredi et samedi fut fortement applaudie et adoptée. Pour permettre pourtant à ceux qui ne travaillent pas le samedi, mais le lundi, de participer à la grève, celle-ci devait se poursuivre jusqu'à cette date.

Une campagne d'explication devait être menée auprès des auxiliaires pour qu'ils se solidarisent au mouvement. En outre, des piquets de grève furent constitués.

L'assemblée s'est terminée en donnant rendez-vous à tous les grévistes vendredi et samedi à 14 heures devant les portes des Nouvelles Galeries, pour examiner tout fait nouveau. Si rien de concret n'a pourtant été fait pour étendre le mouvement aux autres Nouvelles Galeries, la direction se heurtera quand même à une forte détermination des employés bien décidés à obtenir toutes leurs revendications.

Correspondant L.O.

LE PATERNALISME NE PREND PLUS

JEUDI 8 octobre, 400 employés occupent l'escalier d'honneur des Galeries Lafayette dans une ambiance bon enfant, en scandant et chantant sur un refrain populaire : **« Les travailleurs des Galeries préfèrent les salaires maxi. »**

La direction avait précédemment annoncé dans une note : **« qu'elle ne pouvait accepter de telles manifestations dont les conséquences engageaient la pleine responsabilité de ceux qui les organiseraient »**, ajoutant : **« qu'elles pouvaient en outre être exploitées par des éléments inconnus et provoquer des mouvements de panique »** (sic).

Chacune disait bien haut ce qu'elle pensait d'une telle direction, lorsqu'on apprit par la bouche d'un délégué que le P.D.G. se livrait à une opération de charme. Ce monsieur que le ridicule ne tue pas, offrait à toutes celles qui étaient restées à leur poste une... SUCETTE !

Correspondant L.O.

LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION... ET POUR LA DEMOCRATIE OUVRIERE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Dans son éditorial du numéro 490, « Informations Ouvrières » relate une agression dont ses militants ont été victimes de la part de membres du P.C.F.

Jeudi 1er octobre, se tenait à Paris, à la salle de la Mutualité, un meeting organisé par le P.C.F., la Jeunesse Communiste et l'Union des Etudiants Communistes où Georges MARCHAIS, Pierre JUQUIN et Gérard MOLINA prenaient la parole.

Au métro Maubert-Mutualité, vers 20 h 15, des militants de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme qui diffusaient un tract étaient brutalement agressés par un groupe d'une centaine d'individus venus du meeting de la Mutualité, armés de pieds de chaise et de chaînes de bicyclette.

Quel tract distribuaient les militants de l'A.J.S. ? Le texte de l'appel lancé en commun par Pierre LAMBERT (responsable de l'Organisation Communiste Internationaliste pour la reconstruction de la 4e Internationale) et par Roger PANNEQUIN, ancien membre du Comité central du P.C.F.

Ces faits sont graves, ils sont scandaleux. Alors que les travailleurs sont appelés à défendre, ensemble, leurs conditions de vie, leur emploi, leurs droits les plus élémentaires que voudrait bafouer le gouvernement de la vie chère, alors que les libertés démocratiques sont menacées — comme en convient « L'HUMANITE » qui s'élève contre les conditions dans lesquelles sont prononcées de nombreuses condamnations — vouloir régler par la violence les désaccords qui existent au sein du mouvement ouvrier, vouloir interdire le nécessaire débat sur l'ensemble des problèmes que la lutte des classes elle-même pose et que des milliers de militants réclament, c'est la voie de la division, c'est celle qui ne peut que bénéficier aux ennemis de la classe ouvrière, au patronat et à son gouvernement.

Ces méthodes, ces violences ne sont pas inédites : ce sont celles du stalinisme. Ce sont celles dont la direction du P.C.F. a, en vain, tenté de généraliser l'emploi, dans la période qui précédait la grève générale lorsque, comme à Montrouge, des commandos encadrés par des permanents du P.C.F. ont attaqué une réunion de jeunes révolutionnaires, blessant gravement deux d'entre eux. Ce sont des méthodes qui créent un climat propice à toutes les provocations, qui préparent le terrain à la répression policière, qui servent d'alibi à des mesures dirigées contre tout le mouvement ouvrier comme les dissolutions arbitraires décidées par décret le 12 juin 1968.

Ces méthodes, ces violences, aucun travailleur, aucun militant, aucun intellectuel sincèrement soucieux de combattre pour le socialisme ne peut un seul instant les accepter, les tolérer. Ces campagnes de haine et de violence que l'appareil du P.C.F. déclenche, c'est d'abord contre la volonté de comprendre pour agir des militants du P.C.F. qu'elles sont dirigées. Elles ont échoué parce qu'il a été, à chaque étape, impossible à la direction d'entraîner dans cette voie fratricide les militants et les travailleurs.

JEUNE REVOLUTIONNAIRE

ORGANE DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

Dans son premier numéro de la rentrée (daté du 18 septembre) « Jeune Révolutionnaire », organe mensuel de l'A.J.S. consacre de longs développements à la situation intérieure : perspectives de chômage pour les jeunes, bas salaires, problèmes de la rentrée universitaire.

Dans un article intitulé : « Contre la vie chère, le chômage, la répression, luttons pour le gouvernement ouvrier », Jean Cambraze écrit notamment :

La jeunesse est la première visée par le capital. Terrifiée par l'irruption politique du prolétariat français, vainqueur de De Gaulle, la bourgeoisie s'apprête à attaquer la jeunesse par défaut, en l'intimidant par des déploiements policiers, en la divisant d'avec la classe ouvrière grâce à des provocations multipliées, en lui faisant porter d'ores et déjà tout le poids des mesures de chômage et de déqualification destinées à toute la classe.

Les dirigeants ouvriers se prêtent à cette machination. Ils signent l'accord sur la formation professionnelle, ils couvrent de calomnies les étudiants pris dans l'étau de la Réforme Faure. Ils transforment en réunion d'initiés le rassemblement national C.G.T. de la jeunesse. Ils taisent les révoltantes opérations de police contre les jeunes.

Les jeunes travailleurs, les étudiants ont une grande place à tenir dans la lutte de la classe ouvrière contre le gouvernement de vie chère, pour le gouvernement ouvrier, pour le gouvernement des organisations ouvrières unies. Mais pour cela, il leur faut s'unifier. Sur quelles bases ? Leur propre charte d'Action, écrite au feu de la lutte des classes, dans les conférences de normaliens, les meetings d'étudiants, de lycéens, les rassemblements de jeunes travailleurs, dans une lutte contre les logements de misère, etc.

Partout l'A.J.S. combattra pour que les organisations de la classe ouvrière, de jeunesse laborieuse parviennent à s'entendre sur une charte d'action commune, contre les conséquences intolérables pour tous de la survie du capitalisme, sur la convocation de la Conférence de Défense de la Jeunesse.

L'HUMANITÉ rouge

C'est aux « attaques fascisantes contre la presse » que l'Humanité Rouge consacre l'éditorial de son dernier numéro, daté du 8 octobre 1970. Les services de M. Marcellin, par justice interposée, viennent en effet de s'en prendre au directeur de cet hebdomadaire inculpé par les écrits soi-disant « séditieux » qui auraient été publiés.

C'est que l'« Humanité Rouge » n'embellit pas la bourgeoisie et son système pourri ; c'est qu'elle est le journal de combat de la classe d'avant-garde, de la classe ouvrière qui demain enterrera le capitalisme ; c'est que l'« Humanité Rouge » est la voix de la classe ouvrière qui dénonce inlassablement la vie de chien des exploités, les crimes du capital, la répression féroce de son Etat et la complicité de ses agents dans la classe ouvrière : la voix de la classe ouvrière qui exalte les luttes du peuple travailleur et annonce l'avenir radieux du socialisme et du communisme.

Tout cela, la bourgeoisie ne peut le tolérer et aujourd'hui moins que jamais ; car dans la France capitaliste il n'y a de liberté réelle que pour les riches et pour ceux qui défendent leur système d'oppression.

Et tandis que le gouvernement de la bourgeoisie monopoliste, comme le soulignait déjà le grand Staline au 19e Congrès du P.C.U.S., « jette par dessus bord le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises », que font les dirigeants traîtres du P. « C. » F. ? Ils élèvent la voix non pour « relever et porter en avant ce drapeau » comme le recommandait Staline, mais pour se plaindre des « largesses » de ces libertés vis-à-vis des militants progressistes et révolutionnaires d'une part et pour, d'autre part, entretenir les pires illusions sur les possibilités réelles qu'elles offrent au prolétariat. Il est vrai qu'il y a maintenant bien longtemps que l'« Humanité » (blanche) n'a pas été interdite. Mais aussi, personne ne fera croire aux travailleurs que c'est la bourgeoisie monopoliste qui a changé et qu'elle est prête aujourd'hui à laisser propager des idées qui mobiliseront les masses pour renverser son pouvoir.

LE PROBLEME PALESTINIEN

le prolétaire

bimensuel — parti communiste international (programme communiste)

« La Palestine, point de mire de la contre-révolution mondiale » tel est le titre de l'article principal du dernier numéro du journal : « Le Prolétaire » (n° 89 - 5-18 octobre 1970).

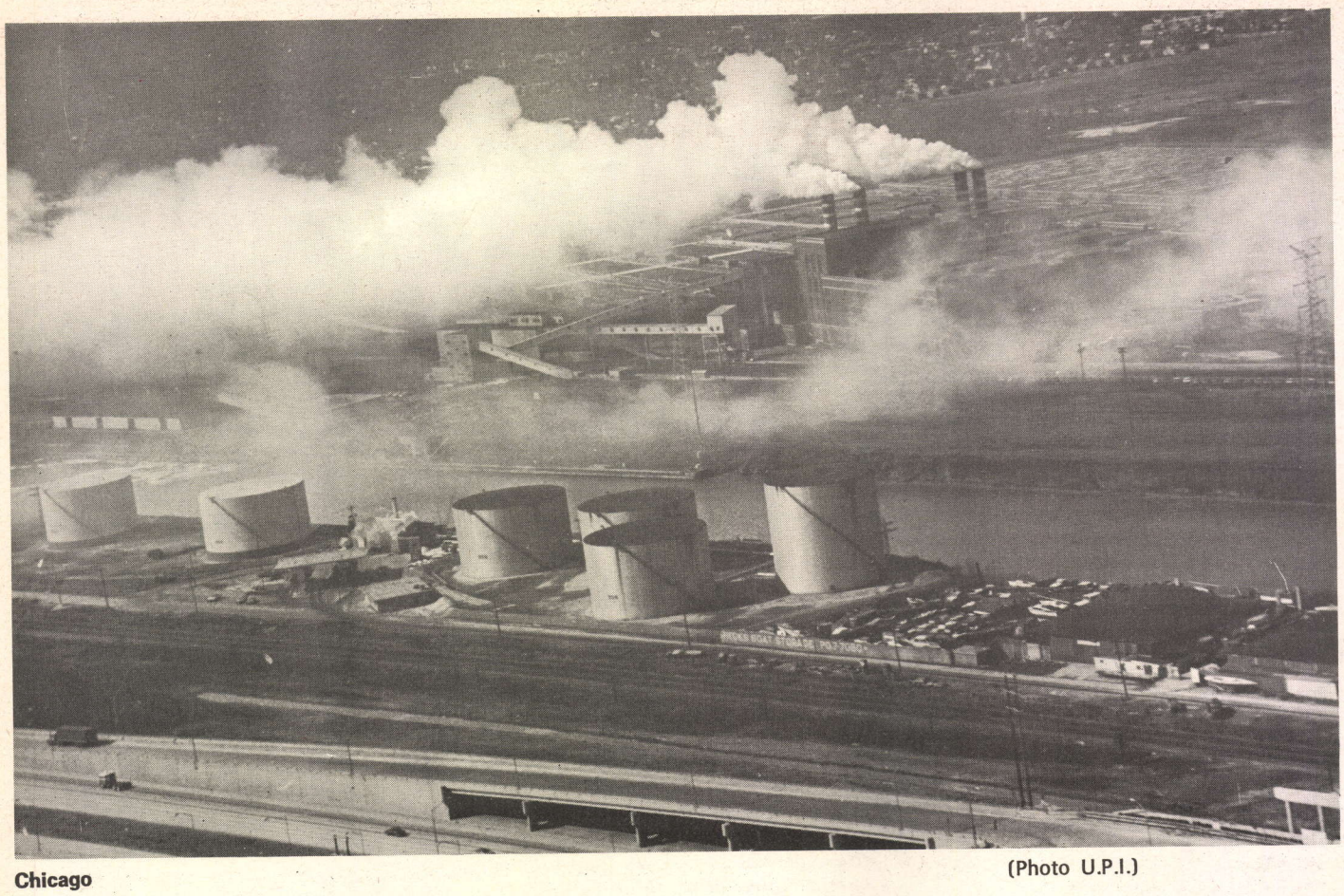
Après avoir montré comment le massacre des Palestiniens a été rendu possible grâce à une chaîne ininterrompue de complicités, l'éditorialiste poursuit :

Tout un engrenage de responsabilités politiques a permis le fonctionnement encore une fois impeccable du processus de répression. Les unes sont de nature objective : celles que nous avons toujours dénoncées comme inhérentes au mode capitaliste de production et inséparables de lui. Il en est par contre qu'on peut définir comme « subjectives » (bien que fondées sur des intérêts réellement matériels) parce qu'elles s'incarnent dans toute une action politique et diplomatique à l'échelle mondiale, dans une idéologie scélérate qui n'épargne aucun continent, dans un ensemble d'illusions criminelles qui désarment pratiquement et moralement ceux qui versent en vain leur sang, à quelque échelle géographique ou sociale que ce soit, en se heurtant, pourvus de cette « arme » dérisoire, au mur d'acier et d'argent des maîtres du monde.

Cette dernière responsabilité, nous la dénoncerons sans y aller par quatre chemins. Elle est plus grande que celles des piètres champions arabes abandonnant leurs « frères » dans l'épreuve, plus grande que celle du bourreau de service, le sinistre Hussein, plus grande enfin que celle de l'insatiable monstre impérialiste américain qui, réduit à ses seules forces, ne pourrait longtemps encore dominer le monde. Cette responsabilité est celle de l'Etat et du mouvement politique qui s'affublent de l'étiquette « socialiste » alors qu'ils sont devenus l'un et l'autre les pierres angulaires du règne mondial du capital et les agents actifs de la contre-révolution permanente.

La responsabilité de l'Etat russe dans le massacre des Palestiniens est celle d'un complice de l'impérialisme, *d'un* mauvais guide politique *des mouvements qu'il prétendait aider, d'un apôtre hypocrite de la conservation sociale internationale couvrant de* respectabilité démocratique *la solution la plus odieuse que le capitalisme mondial donnait à la crise du Proche-Orient.*

LA POL



Chicago (Photo U.P.I.)

1970 devait être la grande année de défense de la nature, moyennant quoi en dehors des affiches du métro sur lesquelles un petit garçon demande pathétiquement de « sauver nos forêts » à des gens qui n'y peuvent vraiment rien, on a pu entendre un certain nombre de discours et voir 70.000 hectares de forêts détruits par le feu et 66 tonnes de produits toxiques déversés dans la mer en plus des destructions et pollutions « normales ». C'est qu'il faut plus qu'un an de discours pour empêcher la destruction du milieu naturel il faut un autre mode de vie que celui qui nous est imposé par le système capitaliste.

Car contrairement aux médecins du moyen-âge, désarmés face au choléra ou à la peste bubonique, les hommes de science d'aujourd'hui connaissent non seulement les causes de la pol-

SANS LUTTE CONTRE LE CAPITALISME LA « PRÉSE

LA DESTRUCTION DU MILIEU NATUREL

CERTAINES pratiques primitives de culture comme les feux de brousse avaient déjà détruit quelques régions, mais ce n'est qu'avec la période industrielle que l'on assiste à une destruction massive du milieu naturel : la terre est détruite, l'eau polluée, l'air aussi et même dans une certaine mesure modifié.

Les plantes vertes assurant la reconstitution de l'oxygène qui est absorbé par la terre elle-même, par les animaux, par l'activité humaine, une disparition par trop ample du manteau végétal de la terre aurait pour conséquence une dénaturation de l'atmosphère telle qu'elle ne permettrait plus la vie.

Il faut se rappeler que la terre est quelque chose de vivant, donc de très fragile. Elle est formée de corps chimiques destructibles et d'un grouillement de plantes et d'animaux microscopiques associés les uns aux autres : champignons, algues, bactéries, corpuscules, animaux, insectes, vers, etc.

Or, les méthodes actuelles de culture amènent, avec l'emploi de machines très lourdes et très puissantes utilisées de façon irréfléchie, une érosion accélérée des terres. L'érosion naturelle se déroule le plus souvent de façon très lente et élabore des terres riches, vivantes. Mais l'érosion due à l'homme emporte les terres au lieu d'en former de nouvelles et cela sur de très grandes surfaces : en 1939 on estimait que 114 millions d'hectares de terres cultivables avaient été ruinés aux U.S.A. pendant les 150 ans de son histoire.

On pouvait chiffrer à 400 millions de dollars (de 1939) l'appauvrissement des U.S.A. dû à cette dégradation des sols ; cela dans un pays pratiquement intact un siècle et demi plus tôt.

Et cela n'est pas vrai que pour les U.S.A. car c'est bel et bien l'ensemble du monde qui est soumis à ces pratiques culturales dont le principe de base est : « après nous le déluge » et « profit maximum immédiat ».

C'est ainsi que les terres, immenses et infiniment riches en tant que réservoir naturel, des pays africains subissent les coupes sombres d'une surexploitation forcenée. Les terres des pays tropicaux sont particulièrement fragiles. De plus, une fois détruites, elles sont pratiquement impossibles à regénérer.

C'est ainsi que, pour nombre de pays du Tiers-Monde, la « mission civilisatrice » de la bourgeoisie occidentale s'est traduite non seulement par le pillage et le meurtre, mais aussi par la destruction systématique du milieu naturel. Et, pour ces pays, cette destruction est une véritable catastrophe.

S'il est facile de détruire les forêts et la terre, il est beaucoup plus long et difficile de reconstituer le sol et de reboiser quand ce n'est pas, dans l'état de nos connaissances, impossible.

Mais dans le domaine de l'environnement, ce n'est pas là le seul crime à imputer au mode de production anarchique du capital. Beaucoup s'en faut.

A ce gaspillage monstrueux des richesses et des potentialités de la terre et des eaux, il faut ajouter la pollution de l'air, de l'eau, et du sol, en conséquence directe d'un système fondé sur la course bornée au profit.

L'EMPOISONNEMENT DU GLOBE

La culture à grande échelle a eu pour conséquence la lutte de plus en plus radicale contre les parasites qui disposent dans les grands champs, voire dans des plaines entières comme les plaines à blé des Etats-Unis, de possibilités de développement bien plus grandes que dans de petites cultures morcelées. Aussi a-t-on recouru à l'emploi systématique de produits chimiques pour les détruire, ce sont les « pesticides » : insecticides, fongicides, herbicides, etc... Cet emploi s'est avéré être très dangereux pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, la destruction des parasites appauvrit le milieu vivant auquel ils appartiennent bien au-delà de leur seule disparition.

En effet, quand on détruit une plante ou un insecte, on détruit en même temps autour de lui une zone plus ou moins large de plantes, de champignons, d'animaux qui en dépendaient, autant d'ailleurs que la plante ou l'insecte détruit dépendait de cet ensemble.

Outre l'appauvrissement qui en résulte, cette destruction peut avoir bien d'autres conséquences.

La destruction d'un parasite entraîne la disparition des prédateurs qui lui étaient liés, c'est-à-dire de ses propres parasites ou des animaux qui le détruisaient. C'est ainsi que dans les zones démoustiquées de façon très brutale et rapide, les oiseaux disparaissent. Or, chez les insectes, ou les champignons, il se trouvera toujours des individus résistants aux produits employés. Et ces individus recréent à nouveau une population qui est, elle, entièrement insensible au pesticide utilisé. Cette population va pouvoir se développer de façon fulgurante puisqu'il ne s'y oppose aucune concurrence et que les prédateurs ont disparu entre temps faute de nourriture.

C'est alors une course effrénée entre la création de nouveaux produits chimiques destructeurs et celle de races qui leur sont résistantes. Ce processus a eu des conséquences catastrophiques (destruction, certaines années, de récoltes entières de blé dans les grandes plaines des U.S.A.).

Une autre conséquence a été de voir proliférer des parasites jusqu'alors secondaires parce qu'ils étaient détruits par leurs prédateurs naturels qui les limitaient à des quantités non nocives.

Ainsi, pour une seule culture, on en vient à faire des séries de traitements de plus en plus nombreux qui rendent nécessaire d'en utiliser encore plus les années suivantes. C'est un véritable cycle infernal. De plus, et ce n'est pas le moindre inconvénient de ces procédés, les produits chimiques utilisés sont souvent toxiques et indestructibles. Ou bien encore ils forment de nouveaux produits qui peuvent être toxiques pour d'autres animaux que l'insecte visé et même pour l'homme à des doses plus ou moins fortes.

Ces produits s'accumulent soit dans le sol, soit dans l'eau jusqu'à y atteindre des doses nocives pour ce qui y pousse et y vit. Ingérés par des animaux par exemple, ils se concentrent dans certains de leurs organes et peuvent entraîner leur mort. Ils peuvent tuer également les prédateurs de ces animaux.

C'est ainsi que les graisses de réserve accumulent la plupart des insecticides, en particulier le DDT. Ils peuvent passer dans les œufs, le lait provoquant la mort des jeunes animaux qui le boivent. Un exemple a été donné par les merles migrateurs des U.S.A. qui meurent à un taux qui peut atteindre 8 % pour avoir consommé des vers de terre qui ont concentré dans leurs tissus le DDT utilisé pour certains traitements.

Enfin, les transformations que subissent ces produits une fois entrés dans le sol nous sont inconnues, comme nous est inconnu leur circuit et leur concentration éventuelle au cours de chaînes alimentaires qui peuvent aboutir à l'homme.

Cependant l'utilité de la lutte chimique contre les parasites est incontestable à la seule condition qu'elle soit mesurée et réfléchie et qu'elle soit coordonnée à d'autres méthodes, celles de la « lutte biologique » qui vise à utiliser les ennemis naturels des parasites. Son efficacité a été démontrée et c'est de l'aveu unanime une façon beaucoup plus sûre à long terme de résoudre le problème des parasites sans faire disparaître pour autant toute vie de la planète. Elle évite les répercussions trop profondes sur tout un milieu et permet le maintien de l'équilibre biologique.

Seulement elle nécessite des recherches méticuleuses, longues, qui ne sont en tous cas pas immédiatement rentables et ne mettent pas en marche des branches d'industrie importantes. En un mot elles coûtent cher et sont le plus souvent ignorées par les gros propriétaires terriens ou les grandes sociétés capitalistes qui travaillent étroitement en liaison avec l'agriculture (conserves de fruits et légumes, café, cacao, certaines industries de fibres naturelles, etc.) et qui dédaignent tout ce qui occasionne des frais supplémentaires et ne rapporte pas à court terme. Mais elles sont aussi négligées par les gouvernements peu désireux, au nom de la sacro-sainte propriété privée, d'imposer des règles strictes quelconques aux tenants du capital dans le domaine agricole. Et une telle attitude des pouvoirs publics conduit bien entendu les petits exploitants, trop pauvres pour se livrer à de telles recherches, à suivre l'exemple le plus économique, c'est-à-dire à participer également à l'empoisonnement des terres.

LA POLLUTION DE L'EAU

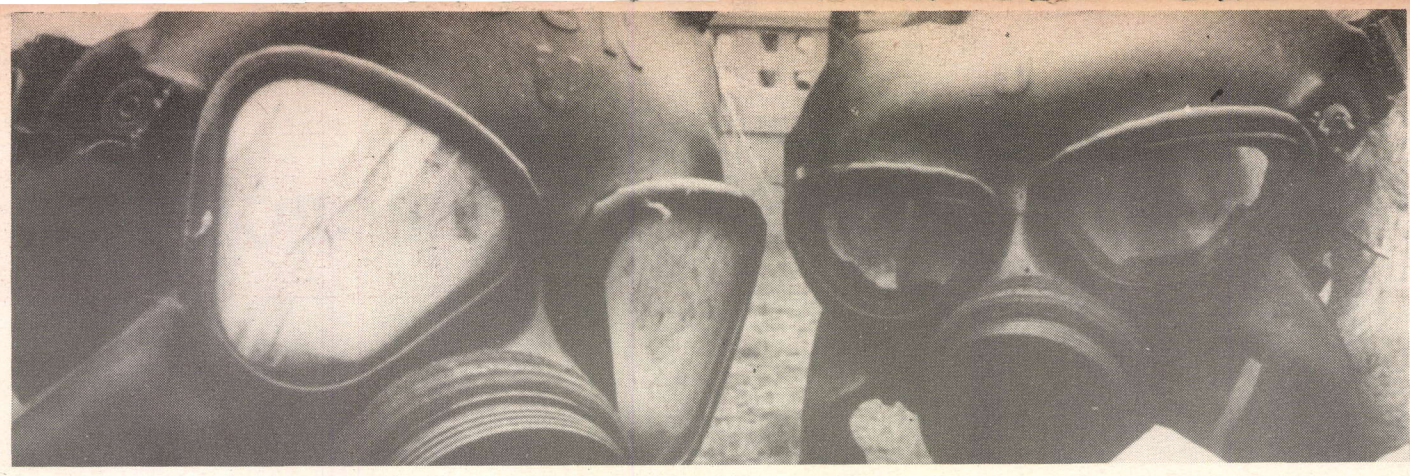
Les eaux sont de plus en plus largement transformées en cloaques où toute vie végétative et animale devient impossible. C'est là encore un appauvrissement considérable des richesses et de la « productivité » naturelle.

Les eaux sont polluées en premier lieu par les déchets des grandes villes qui s'y déversent en quantités de plus en plus impressionnantes. La Seine roule en été, en aval de Clichy, un mélange à parties égales d'eau de rivière et d'eau d'égout. Le lac Léman, le lac d'Annecy par exemple, n'échappent pas à ce sort et la vie y disparaît progressivement.

En second lieu, l'industrie utilise des quantités d'eau de plus en plus importantes. Les entreprises rejettent dans l'eau les résidus de leurs activités, c'est-à-dire de multiples produits chimiques qui empêchent l'oxygénation de l'eau, sont de véritables poisons ou encore la rendent putride et impropre à la consommation humaine. Aux produits des grandes industries s'ajoutent bien entendu les pesticides qui, après leur trajet dans le sol, finissent par se retrouver en partie dans l'eau. Car dans l'eau aussi, les différents organismes constituent un milieu complexe et fragile.

Certes les grandes industries pourraient techniquement détruire leurs

LLUTION



ution de l'air et de l'eau, les agents qui détruisent l'environnement et le nilieu naturel mais encore les moyens echniques qui permettraient de faire face à ces fléaux. Il suffit de lire les liscours prononcés à l'UNESCO dans e cadre de l'année contre la pollu-ion pour s'en convaincre aisément.

Imposez une discipline aux entre-prises, interdisez le rejet des déchets ndustriels dans l'air et dans l'eau, endez obligatoire la destruction chi-nique, préservez les forêts de la spé-culation foncière et des techniques le productivité à tout prix et vous au-ez fait un pas important vers la sau-egarde de la nature.

Mais c'est là où le bât blesse. Si es scientifiques de toutes les bran-ches, si les spécialistes de l'écologie ont parfaitement capables de dési-gner les principaux responsables de la dégradation de l'environnement, ils sont par contre incapables d'arrêter le massacre.

Car ces responsables ce sont juste-ment les possesseurs des moyens de production, en un mot les capita-listes. Et face à eux l'Etat, dont l'uni-que fonction est de défendre leurs in-térêts, reste désarmé ou plutôt refuse de se servir de ses armes.

Tant en ce qui concerne ses dé-chets que son propre fonctionnement l'industrie actuelle est entièrement soumise aux « lois » de l'anarchie ca-pitaliste.

C'est pourquoi poser aujourd'hui le problème de la défense de l'environ-nement, c'est poser un problème infi-niment plus vaste : celui d'un dévelop-pement économique harmonieux, con-trôlé par l'homme à tous les stades. En bref, c'est affirmer qu'il s'agit plus que jamais de lutter pour une société faite par l'homme pour l'homme, d'une société où le chaos ferait place à la raison et à la science, c'est-à-dire une société socialiste.

La destruction de l'environnement n'est qu'un des maux dont est respon-sable une société divisée en classes et basée sur le profit. Mais il y en a d'autres, de nombreux autres. Le sous-développement économique d'une par-tie de l'humanité, les guerres conti-nuelles, le chômage, les crises, une politique d'armement qui absorbe une partie énorme de la richesse sociale, voilà autant de calamités à mettre à l'actif de la bourgeoisie.

C'est pourquoi la seule lutte consé-quente pour la préservation de la natu-re, c'est-à-dire à terme de la race hu-maine, est celle qui dénonce la racine du mal, l'expropriation des moyens de production par une minorité, et qui propose la seule solution qui puisse résoudre le problème : l'instauration d'une société sans classe qui se don-nerait pour but la préservation non seulement de l'espèce humaine, dans un monde débarrassé de tous ses fléaux sociaux, mais aussi de toutes les espèces qui peuplent la planète et qui sont indispensables à sa survie.

Et celui qui aujourd'hui pose la ques-tion de l'environnement sans s'en prendre à la société qui, par son fonc-tionnement même, crée le problème, ne s'attaque finalement qu'aux consé-quences du mal sans jamais vouloir en extirper les causes. Par la même sa lutte est sans issue, à supposer qu'il veuille réellement lutter et non seulement se donner bonne conscien-ce à bas prix, comme le font aujour-d'hui l'ONU et la plupart des gouver-nements du monde.

André PODEL

RVATION DE L'ENVIRONNEMENT » EST UN MYTHE

déchets plutôt que de se servir des rivières comme d'égouts. Mais cela bien sûr ferait des frais supplémentai-res et le portefeuille des patrons vaut bien de polluer des kilomètres de rivières. Et malgré leurs protestations platoniques, les pouvoirs publics lais-sent faire, imposant de temps à autre des amendes aux industriels, amendes qui, dans l'immense majorité des cas, coûtent moins cher aux capitalistes que la mise sur pied de systèmes de destruction non pollutifs des déchets industriels.

La mer, qui assure le rôle d'un gigantesque réservoir de vie, est l'élé-ment peut-être le plus important de l'équilibre naturel de la planète. Pour-tant les océans sont également consi-dérés comme des dépotoirs et, en dépit de leur immensité, les conséquences là encore se font gravement sentir. Les plages déjà sont polluées à un degré dangereux pour la santé : elles proli-fèrent en effet en microbes. Mais la pollution la plus grave est celle due aux hydrocarbures qui, très stables, ne se détruisent que très lentement, et forment une couche mince à la sur-face de l'eau. En 1966 il a dû y avoir 1 million de tonnes d'hydrocarbures rejetés par les pétroliers dans la mer. C'est là une estimation valable pour chaque année.

Cette pollution entraîne la mort des oiseaux de mer, celle de nombreux élé-ments du plancton ainsi que la mort des poissons, le frai et surtout les œufs flottant en surface sont les plus atteints. Du benzopyrène, corps cancé-rigène, a été retrouvé dans des coquil-lages et les conséquences de cette pol-lution risquent d'atteindre l'homme directement.

Le danger s'accroît d'ailleurs avec l'augmentation de la consommation en produits pétroliers.

Là encore les moyens existent pour détruire ces produits plutôt que de les rejeter à la mer, mais la rentabilité des compagnies pétrolières demande une rotation très rapide des bateaux et c'est encore le profit de ces compa-gnies qui l'emporte sur les nécessités vitales.

Mais aucun gouvernement ne se permettrait d'entamer, fusse d'une manière infime, les super-bénéfices de la Shell, Esso ou de B.P. en imposant à toutes les compagnies pétrolières une destruction chimique des hydro-carbures. Car pour ces messieurs, « lutte contre la pollution » ne doit signifier en aucun cas « lutte contre le profit ».

Australopithèque ? Non, citoyen de l'an 2000 !

(Photo UPI)

LA POLLUTION DE L'AIR

L'atmosphère est également polluée du fait de l'immense concentration dans les villes. Les villes vivent littéralement sous la calotte des déchets qu'elles produisent. Cette calotte s'élève jusqu'à 1 500 et 2 500 m. On estime par exemple que la pollution de Paris est due aux gaz d'échappement pour 47 %, 33 % pour les foyers domestiques et 20 % pour les entreprises industrielles. Outre le gaz carbonique et l'oxyde de carbone, l'air est pollué par des produits cancérigènes (le benzopyrène est un des produits des gaz d'échappement), par de l'ammoniaque, des produits chlorés, soufrés et nitrés. Ainsi, une seule grande centrale thermique rejette chaque jour 500 tonnes de produits soufrés dans l'atmosphère, lesquels se transforment en acide sulfurique qui, s'il ronge les pierres, ronge également les poumons.

A ces produits gazeux s'ajoutent des quantités considérables de poussières rejetées par les agglomérations. Une grande centrale thermique répand journellement 50 t de poussières.

Enfin, les concentrations urbaines polluent l'air en germes vivants. Si au Ballon d'Alsace l'air contient 12 microbes par m³ d'air, aux Champs-Elysées il en contient 88 000 et 4 millions dans un grand magasin parisien.

Quand l'air stagne au-dessus des villes, le mélange intime de brouillard et de particules solides que l'on appelle le «smog» entraîne la mort des personnes les moins résistantes, malades ou âgées. C'est ainsi que, du 5 au 8 décembre 1952, on peut évaluer à 4 000 le nombre des décès imputables au smog à Londres.

Et si tous ne meurent pas de la pollution de l'air des villes, tous en sont atteints et en sont affaiblis. L'augmentation des cancers des voies respiratoires, des maladies pulmonaires et des maladies cardio-vasculaires peut lui être imputée.

Cette pollution de l'air s'attaque également à la nature ; ainsi une pollution fluorée due à des usines métallurgiques a tué 16.565 arbres en Maurienne sur 700 ha.

Mais là aussi, les solutions existent. Dans l'immédiat, il faudrait imposer à toutes les entreprises industrielles l'interdiction de rejet dans l'atmosphère des fumées non filtrées dont la teneur en matières polluantes serait étroitement surveillée.

Quant au problème du gaz d'échappement des automobiles, il ne pourra être définitivement résolu que par l'instauration de transports en commun modernes et rapides, mus par l'énergie électrique, qui rendraient caduques l'emploi de véhicules individuels à essence dans les agglomérations. Là non plus il n'y a guère d'obstacles techniques de telles solutions. Le seul obstacle, c'est l'organisation même de notre société qui, tant par son fonctionnement que par ses buts, est congénitalement incapable de résoudre ces problèmes.

LA RADIOACTIVITE

La source principale en est les retombées radioactives des explosions nucléaires faites dans l'espace.

Mais la pollution radioactive provient aussi des déchets des usines atomiques par l'eau de refroidissement des réacteurs et par les déchets proprement dits. Les moins nocifs sont rejetés dans la mer et dans les rivières compte tenu du degré de pollution radioactive de celles-ci. Les déchets les plus dangereux sont enfermés dans des caisses jetées dans les grands fonds des océans. Mais, sous les effets tant de l'attaque de l'eau de mer que des énormes pressions qui s'exercent sur elles, les caisses peuvent se détruire. Et il existe de plus des courants au fond des mers, très lents certes, mais capables de ramener à la surface ces corps très dangereux.

Mais surtout, même si la radioactivité des déchets n'atteint jamais un seuil critique, ces produits radioactifs cont concentrés dans certains organes végétaux ou animaux : ils peuvent aussi y constituer une menace grave pour l'alimentation humaine, d'autant plus grave que les effets à longue échéance ne sont pas tous connus.

Enfin, des accidents dus à l'inquiétante stupidité des militaires font courir le risque de créer des foyers de pollution « accidentels ». Le circuit permanent des avions atomiques américains au-dessus de nos têtes, et dont l'un avait laissé tomber une bombe dans les parages de Palomares (Espagne) tandis qu'un autre s'écrasait au Groënland, constitue un risque permanent directement lié au caractère agressif et guerrier du capitalisme en décadence, caractère qui ne pourra être détruit qu'avec le capitalisme lui-même.

ECHOS DES ENTREPRISES

Ci-dessous, une série de brèves informations sur la vie dans les entreprises. Certaines nous ont été envoyées par des correspondants L.O. D'autres sont extraites de bulletins d'entreprise, édités par des militants ouvriers qui se réclament de notre tendance. Telles qu'elles se présentent, elles nous semblent, bien plus que de longs développements, dépeindre exactement la véritable condition ouvrière.

LES CONDITIONS D'EXPLOITATION

● A LA SEV-MARCHAL ISSY-LES-MOULINEAUX

Augmentation des cadences

A K1, les bobineuses ont vu leurs cadences augmenter. Et, pour essayer d'éviter la résistance collective de ces camarades, la direction a instauré définitivement le paiement à l'unité, ce qui isole chaque ouvrière avec sa propre cadence et favorise les manœuvres de la maîtrise. Face à cette mesure, les bobineuses ont envoyé une délégation à la direction en signe de protestation.

● WESTINGHOUSE - SEVRAN-FREINVILLE

Assez joué avec notre vie !

La cascade des accidents continue à la Westinghouse. C'est ainsi que récemment une de nos camarades, au montage frein-auto, a été blessée assez gravement à l'œil. Elle avait reçu les éclats d'une meule qui venait d'éclater. Après enquête (des représentants des meules Norton se sont même déplacés), il apparaît que c'est la meule qui tournait trop vite.

Toujours est-il qu'une fois de plus nous comptons parmi nous une nouvelle victime due à la désinvolture patronale en ce qui concerne notre sécurité.

● CHANTIERS NAVALS DUBIGEON-ROUEN

Les chaussures se font rares

A grand renfort de notes de service apposées sur les panneaux d'affichage, la direction ne cesse de mettre en garde les travailleurs en ce qui concerne la sécurité. Mais dans les faits, il est toujours aussi difficile d'être pourvus de chaussures de sécurité.

En dehors des rares et brèves périodes d'inscription, il est presque impossible de s'en procurer. Pendant ces périodes, une fois remplis les formulaires-demandes, nous devons attendre de longs mois avant d'en obtenir. Et encore dans ce cas nous sommes tenus de payer une somme correspondant à la moitié de leur valeur.

De plus, dans certains secteurs, comme à la mécanique, ces malheureuses chaussures ne font pas long feu. Nous sommes alors obligés d'assurer leur remplacement complètement à nos frais. Car la « générosité » du patron à ses limites : son demi-tarif ne s'applique qu'une fois l'an.

● CEGEDUR - CASTELSARRAZIN

Conditions de travail déplorables

A l'atelier du « Décapage de la monnaie », les conditions de travail sont dignes du XIX[e] siècle. En effet, les camarades qui travaillent dans cet atelier doivent supporter et respirer toute la journée les émanations d'acide produites par les bains qui servent à décaper la monnaie. Aucun dispositif d'aération particulier n'est prévu dans cet atelier, sinon de simples fenêtres.

Quant à ces messieurs de la direction, ils ont droit à l'air conditionné. Merci pour eux !

● S.C.T.P. - CLERMONT-FERRAND

Les marchands de sommeil

Au foyer SANACOTRA, nos camarades immigrés sont logés dans des conditions scandaleuses. Littéralement parqués dans des chambres de 4 m sur 2, meublées d'un lit de 0,90 m de large et d'une petite table, ils ne disposent en outre que d'une douche par groupe de 10.

Pour vivre dans ces conditions, chaque travailleur se voit réclamer 100 F par mois, ce qui fait que ce foyer rapporte la coquette somme de 2 500 F mensuels à ses promoteurs.

● F.R.L.E. - DIJON

A bas les cadences

Avant les vacances, des modifications ont été apportées à un groupe, le groupe 2. Réputé pour être le plus rapide de l'atelier, il représente, en valeur de production, un groupe et demi. La direction veut en faire un groupe test pour augmenter les cadences. Déjà, le rythme étant très rapide, seules certaines ouvrières peuvent le supporter, dont un certain nombre travaillent depuis longtemps à la F.R.L.E.

Dans une seconde étape, la direction demandera aux autres groupes de sortir la même production. Mais accepter cela, c'est se retrouver demain avec des cadences infernales, c'est tolérer une dégradation de nos conditions de travail, c'est jouer avec notre santé.

● REGIE RENAULT - FLINS

La production... avec la peau des autres

Un ouvrier de l'atelier 68 a été touché aux yeux par des projections d'acide chlorhydrique provenant d'une installation défectueuse. Le fait est d'autant plus inadmissible que le même accident, mais bien plus grave, s'était déjà produit au début du mois d'août, pendant la fermeture. Un travailleur s'était trouvé gravement brûlé aux yeux dans les mêmes conditions. Il est aujourd'hui aveugle à 100 %.

Dans ce secteur, comme dans bien d'autres, les conditions de travail ne cessent d'empirer, ce qui n'empêche nullement la direction et sa maîtrise de nous obliger à assurer la production.

ARBITRAIRE PATRONAL

● HOPITAL CHARLES-NICOLLE - ROUEN

Economie criminelle

Une camarade du P.L.M. travaillant depuis huit mois comme temporaire vient d'être licenciée. La raison ? Incroyable mais vrai : il n'y a pas assez de travail et trop de personnel ! La direction ignore sans doute la situation scandaleuse des effectifs dans les services ? En fait, elle s'obstine à faire des économies de bouts de chandelles, quitte à priver des travailleurs de leur gagne-pain et à mettre en danger les malades.

● C.G.E. - VIERZON

Offensive anti-syndicale

Après avoir fourni au personnel un compte rendu mensonger de ses discussions avec les délégués, visant à les discréditer, la direction franchit un pas supplémentaire dans l'escalade anti-syndicale.

C'est en effet deux délégués (un C.G.T. et un C.F.D.T.) et un suppléant C.G.T. qui ont été sanctionnés sous prétexte d'avoir été acheter, pendant le temps de travail, des cigarettes en face de l'entreprise.

Mais la vraie raison de son attitude est que la direction espère faire peur aux candidats délégués éventuels, faire pression sur les moins combattifs et se débarrasser des militants syndicaux les plus en vue. Pour mener à bien son offensive, le patron spécule sur notre passivité. Cela pourrait bien lui coûter cher.

● OLIER - CLERMONT-FERRAND

Un chef trop zélé

Récemment, un de nos camarades des jantes a été mis à pied pour une durée de 24 heures par l'un de ses chefs. Motif : « ne travaillait pas assez vite » ! Et encore le chef en question voulait-il le suspendre pour trois jours.

Qu'un chef, selon son humeur, puisse sanctionner un travailleur et parfois même lui faire perdre sa place, ce sont les beautés du régime capitaliste.

● GEVELOT - ISSY-LES-MOULINEAUX

Mutation ou licenciement ?

Une camarade qui fut mutée en juin, de la chasse au décolletage, vient d'être licenciée.

Dans la lettre recommandée qu'elle a reçue, il lui était reproché de ne pas tenir compte des ordres de son chef de service (c'est-à-dire qu'elle ne faisait pas le rendement exigé). Or, à son ancien poste, elle pouvait très bien faire son rendement. Dans les faits, la mutation n'a été qu'un licenciement déguisé.

LES TRAVAILLEURS FACE AUX BUREAUCRATES

● RENAULT-SANDOUVILLE

Quand les syndicats se conduisent en patrons de combat

A l'usine de Sandouville, le personnel de la restauration, en lutte pour l'amélioration de ses conditions de travail et de salaires, s'est vu apposer sanctions et avertissements par les militants de la C.G.T. qui dirigent le C.E. ! Il a fallu l'intervention de l'Inspection du Travail et finalement la réprobation de la majorité des travailleurs pour que l'affaire s'arrange et que le C.E., patron de choc, recule.

Cette lamentable affaire montre à quelles extrémités se trouvent réduits les syndicalistes qui s'engagent dans la voie de la « gestion ouvrière » dans la société capitaliste.

● N.M.P.P. - BOBIGNY

Démocratie... à la mode Lancry

Dernièrement, la direction C.G.T. a, au cours d'une réunion du personnel, présenté les candidats aux élections de délégués.

Cette réunion a donné l'occasion à Lancry, dirigeant cégétiste, d'aborder la revendication des 100 F d'augmentation pour tous votée deux semaines auparavant.

Mais, loin de nous encourager à tenir bon face à la direction, Lancry et ses fidèles lieutenants ont déclaré ne pouvoir soutenir cette revendication du fait... qu'elle n'était pas démocratique... Ce qui ne manquait pas de sel, car cette revendication avait été adoptée par l'ensemble de l'équipe. Quant à la majorité des autres équipes, elle s'était prononcée pour une augmentation non hiérarchisée. Comme cette revendication n'a pas eu l'heur de plaire à Lancry, elle est devenue anti-démocratique. Pour lui, la démocratie c'est sans doute lorsque le Bureau Confédéral prend une décision et qu'on demande aux syndiqués de l'appliquer sans discussion.

dans les entreprises

CITROËN (Levallois) :

La maîtrise, le gardiennage et la C.F.T. à l'œuvre

LES travailleurs qui, à Citroën, comptent de nombreuses années d'ancienneté sont plutôt rares, car beaucoup quittent l'usine d'eux-mêmes dès qu'ils le peuvent, dégoûtés des méthodes de la maison et nombreux sont aussi ceux qui s'en vont, licenciés pour un motif ou un autre parce qu'ils ne plaisent pas à la direction.

Mais il ne suffit pourtant pas d'avoir tenu le coup à Citroën pendant plusieurs années, malgré la maîtrise et la chiourme, pour être à l'abri des pressions et des mutations.

C'est ainsi qu'à Levallois, un ouvrier immigré qui pourtant, travaillait depuis plus de 7 ans à l'usine, s'est vu muté de son poste d'OS2 à une place de manœuvre où il passe son temps à remplir des caisses de pièces destinées aux chaînes.

Le motif de cette mutation est simple : avant les vacances il avait eu des « accrochages » avec son chef d'équipe qui, en plus de son rôle de garde-chiourme, remplit aussi les fonctions de recruteur pour le syndicat patronal : le S.N.I.S.C. Celui-ci lui avait demandé, comme un chef sait le faire à Citroën, de prendre sa carte du S.N.I.S.C. Et le travailleur tunisien ne s'était pas laissé faire et, malgré les promesses conjuguées aux menaces, avait refusé.

C'était là une attitude inadmissible pour la maîtrise et les « indépendants » de Citroën. D'autant plus qu'il s'agissait dans ce cas là d'un travailleur immigré et que ceux-ci sont considérés comme la chasse gardée des « indépendants » car ils sont plus vulnérables aux pressions en tout genre. C'est pourquoi la riposte ne s'est pas fait attendre. Le travailleur tunisien s'est retrouvé au rang de manœuvre. Et cela bien sûr grâce aux bons soins de « militants » du syndicat indépendant qui, à longueur de tract, se prône défenseur des travailleurs, des libertés, et champion de la démocratie. Mais bien sûr, de la parole aux actes, il y a un monde.

Mais si à l'usine de Levallois la maîtrise du S.N.I.S.C.-C.F.T. fait la loi elle est aidée dans sa tâche par un gardiennage choisi et sélectionné à cet effet.

Ainsi dernièrement, au service de la comptabilité, un travailleur immigré a été expulsé manu militari par deux gorilles du service de gardiennage.

Ce travailleur immigré était venu demander une vérification de sa feuille de paye qui lui paraissait incomplète. Comme il insistait un peu trop, deux gardiens l'encadrèrent, le saisirent par les bras et lui firent descendre les marches quatre à quatre pour le reconduire, malgré ses plaintes, jusqu'à la porte de son atelier.

Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, la direction est plus soucieuse de renforcer son corps de gorilles plutôt que d'embaucher du personnel supplémentaire au service de paye.

Et ces deux exemples montrent la fameuse image de marque que la direction de Citroën a su se donner auprès des travailleurs.

(Correspondant L.O.)

Dans les organismes sociaux

La C.F.D.T. met en avant le « salaire binôme »

UN des principaux objectifs de la CFDT dans les organisations de Sécurité sociale et d'Allocations familiales est d'obtenir une nouvelle structure de salaire : le salaire binôme.

De l'avis des dirigeants cédétistes, ce salaire binôme serait une remise en cause de la hiérarchie. Il y a deux manières de le concevoir :

— la première consiste à établir un « salaire de besoin », qui doit correspondre à un salaire décent. Puis, à partir de ce salaire, on instaure une hiérarchie. Ensuite on considère que l'augmentation du coût de la vie est la même pour tout le monde et on revendique des augmentations uniformes pour toutes les catégories.

— la seconde méthode est identique en ce qui concerne la détermination du « salaire de besoin ». Mais elle diverge quant aux augmentations qui seraient en partie uniformes (par exemple 100 F pour tous) et en partie hiérarchisées (en pourcentage sur la valeur du point).

C'est pour demander l'avis des militants sur ces différentes solutions que le syndicat parisien CFDT des organismes de SS et d'AF a organisé une réunion à la fin du mois dernier. Cette réunion a débuté par un exposé des différentes formules du salaire binôme. Puis les militants ont été invités à poser des questions. Il faut signaler qu'une bonne partie de ceux-ci étaient venus là avec une idée plus que vague sur ce fameux salaire binôme dont la Fédération leur rebattait les oreilles depuis quelques temps. Seule une minorité connaissait déjà le problème et est intervenue.

Peut-on vivre aujourd'hui avec un « salaire de besoin », déterminé à 900 F ont demandé des militants ?

D'autres critiquaient la formule des augmentations en pourcentages qu'elles soient ouvertes ou masquées dans les méandres du salaire binôme.

D'autres enfin trouvaient choquant le terme de « salaire de besoin », que celui-ci soit fixé à 900 F ou à 1 000 F.

Dans leurs réponses, les dirigeants syndicaux ont admis que révendiquer 900 F mensuels à l'heure actuelle était nettement insuffisant et que le « salaire de besoin » serait certainement fixé à 1.000 F.

Ils ont aussi tenté d'expliquer que pour déterminer les augmentations il fallait tenir compte des cadres et de la CGT, qu'en revendiquant des augmentations uniformes on provoquerait une baisse du pouvoir d'achat des catégories les plus hautes (sic), etc.

En conclusion ils ont reconnu que, du point de vue de la stricte équité, les augmentations uniformes se justifiaient mais que l'on était obligé de faire des compromis avec les cadres et la CGT.

En fait il est probable que la direction syndicale était toute prête, sur cette question, à s'aligner sur les positions de la CGT, mais qu'elle était gênée de le faire ouvertement, vu la sensibilité qu'ont montré, depuis mai-juin 1968, nombre de militants de la CFDT sur le problème des augmentations uniformes. Et c'est sans doute cette attitude qui a conduit à la trouvaille du salaire binôme qui dans les faits est assimilable à une augmentation hiérarchisée. Cela est évident pour son calcul seconde manière mais ce ne l'est pas moins quant à sa première forme. Car là aussi il est plus que probable que le « salaire de besoin hiérarchisé » du départ sera recalculé sans cesse et que se maintiendront donc les divisions salariales, que les augmentations uniformes, second volet de la formule, auraient eu pour tâche de diminuer.

(Correspondant L.O.)

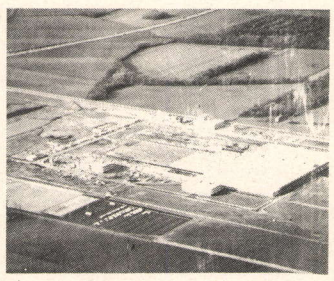
S.N.E.C.M.A. (Corbeil) :

La C.G.T. et les augmentations en pourcentage

A LA SNECMA on aurait pu croire que la CGT avait quelque peu modifié sa position en ce qui concerne les augmentations hiérarchisées. En effet, dans un récent projet de plate-forme revendicative nous avons eu droit à une innovation en ce qui concerne les salaires des horaires. La CGT réclamait 50 cts d'augmentation de l'heure pour les P2, P3, 70 cts pour les P1 et 80 cts pour les OS et manœuvres.

Cette proposition, en favorisant les bas salaires, allait dans le sens d'une diminution des écarts.

Mais la CGT a limité cette revendication aux seuls horaires. En ce qui concerne les E.T.D.A. (employés, techniciens, dessinateurs, agents de maîtrise) la CGT réclame le prix du point à 6 F et une correction des anomalies dans le la grille des coefficients. Mais réclamer une augmentation du prix du point ou une augmentation en pourcentage cela revient au même car si le prix du point est identique pour tous les E.T.D.A., le nombre de points attribués à chacun d'entre eux est différent. En



bas de l'échelle, là où le coefficient est le plus bas, une telle revendication se traduira par tout juste 80 F d'augmentation alors que pour les coefficients les plus élevés ladite augmentation sera de l'ordre de 200 F ou plus.

De ce point de vue, rien ne sera changé. Là où les écarts salariaux sont les plus grands les mêmes disproportions demeureront.

C'est pourquoi, au lieu de revendiquer des augmentations inversement proportionnelles à la hiérarchie pour les horaires et directement proportionnelles pour les E.T.D.A. la CGT ferait mieux de revendiquer des augmentations uniformes pour tout le monde. Cela serait à la fois plus simple et plus mobilisateur.

(Correspondant L.O.)

dans les entreprises

UNE JOURNEE D'ACTION A L'ECHELLE DU TRUST THOMSON-C.S.F. :

UNE LUTTE NÉCESSAIRE MAIS BACLÉE

LA rentrée d'octobre 70 semble moins monotone que d'habitude dans le secteur électronique.

Les représentants syndicaux C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. ayant proposé a la direction générale, à Rocquencourt une revendication salariale, le salaire dit binôme = 4,5 % + 50 F (sur lequel ils s'étaient tous mi d'accord), n'ont obtenu après des heures de discussion que 3,5 %.

Les syndicats, face à cette fin de non recevoir, ont organisé dans de nombreux centres des réunions d'information, des assemblées du personnel ; au cours de la semaine dernière, des mouvements étaient déclenchés en province et dans la région parisienne.

La participation était la suivante mercredi 7 octobre :

Bagneux	**1 heure**	**15 %**
Chatou	**1/2 heure**	**20 %**
Villacoublay	**1 heure**	**20 %**
Corbeville	**11 heures**	**30 %**
Saint-Egreve	**3 x 20 mn**	**50 %**
Cholet	**2 heures**	**75 %**
Laval	**grève totale depuis lundi**	**80 %**
Thonon	**2 heures**	**35 %**
Brest	**2 heures**	**90 %**
Levallois	**2 heures**	**14 %**

A Suresnes (filiale SOCAPEX : connecteurs) les travailleurs occupent l'usine.

Dans les autres centres de la région parisienne :

Gennevilliers (3.000 personnes), Sartrouville (1.000), les Orteaux (600) aucun débrayage n'a eu lieu, les syndicats n'étant pas d'accord sur les formes d'action.

Voilà un petit aperçu des mouvements des divers centres, dans l'ensemble assez peu suivis.

Bagneux

(Photo L.O.)

LE 30 septembre les deux syndicats appelaient le personnel à une réunion d'information. Environ 450 personnes (sur 2.000) y participaient et écoutaient les discours compte-rendus des représentants syndicaux ; seule la C.F.D.T. au cours de la prise de parole, et sans insister, effleurait les suites à donner au mécontentement et les formes qu'il pourrait prendre. Les syndicats nous informaient que de nouvelles discussions devraient avoir lieu dans l'inter-syndicale Thomson-C.S.F., C.G.T.-C.F.D.T., au niveau du trust. Comme nous devions attendre le résultat de ces discussions, la C.G.T., au bout d'une demie heure, demandait au personnel de retourner au travail, et seuls quelques travailleurs isolés dans le flot rentrant posaient la question : « et maintenant ? »

La semaine suivante, les panneaux syndicaux C.F.D.T. surtout tenaient au courant les travailleurs de ce qui se passait dans les autres centres : occupation chez SOCAPEX à Suresnes, grève à Laval, Cholet...

L'Humanité du 7 octobre annonçait des mouvements dans tous les centres Thomson-C.S.F. pour la journée à l'appel des deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Pour une fois les consignes ne furent pas appliquées à Bagneux (là il s'agissait d'organiser la lutte !) Un tract C.G.T. distribué le matin parlait d'une enquête faite parmi les syndiqués et les sympathisants, du mécontentement envers les 3,5 %, et du refus de participer à des actions minoritaires.

Seule la C.F.D.T. appelait à un débrayage l'après-midi sur le parking. La pluie amena les 150 présents dans les locaux du C.E. Là, la C.F.D.T. organisa un débat de style **« démocratie avancée »** (son expression) avec un micro baladeur ; la question qui revenait souvent était : **« Pourquoi la C.G.T. n'est-elle pas là ? »** On apprenait par ailleurs que les délégués C.G.T. se trouvaient... avec la direction pour discuter... de la cantine. Malgré le peu de combativité du personnel (150 présent sur 2.000), la C.F.D.T. proposait avec les autres centres un mouvement « dur » tel qu'une manifestation à la direction générale de Rocquencourt. Mais, à part cela, aucune perspective précise pour le centre de Bagneux, si ce n'est (perspective avancée après une heure de discussions touffues) : bloquer la porte d'entrée principale ! On en vint en fin de compte à voter un nouveau rendez-vous pour 10 h le lendemain, avec proposition à la C.G.T. de se joindre à nous.

Le lendemain, un tract de la C.F.D.T. appelait — seul de nouveau — le personnel à 10 heures à la salle du C.E. Celle-ci est apparue trop grande pour la centaine de personnes qui se trouvaient là (dont 6 ouvriers en tout et pour tout). La C.F.D.T. se repliait derrière la réunion inter C.F.D.T.-C.G.T. Thomson-C.S.F. qui se tenait au même moment, elle nous conseilla d'attendre ce qu'il en sortirait, l'ambiance n'y étant pas, en une demi-heure le mouvement était enterré.

Cet embryon de mouvement aura démontré une nouvelle fois que malgré l'influence électorale de la C.F.D.T. dans le centre, celle-ci ne peut rien faire sans la C.G.T.

A la suite des débrayages lancés par la C.F.D.T. seule, la C.G.T. a diffusé un tract donnant les motifs de sa non participation.

« Actuellement et notamment depuis Mai-Juin 1968 des éléments irresponsables et aventuristes sèment la confusion et la perturbation et tentent d'imposer « leur loi » au sein même des organisations ouvrières.

A la C.G.T., nous avons appris à rejeter ces éléments néfastes mais il semble malheureusement qu'il n'en est pas de même chez nos partenaires. Cela dit sans nous insérer dans leurs affaires ».

On peut s'imaginer l'hilarité qui a secoué les **« éléments irresponsables »** de la C.F.D.T. devant une telle franchise.

Il n'empêche qu'encore une fois l'intérêt des travailleurs a disparu derrière les intérêts de boutique syndicale. Car la C.G.T. a préféré ne rien faire plutôt que de lancer en commun une action avec la C.F.D.T. et ce dans le seul but de faire pression sur cette dernière pour mettre en position difficile les gauchistes (notamment des militants du P.S.U.) qui se trouvent en son sein.

En outre l'approche des élections du C.E. n'a sans doute pas été étrangère à l'attitude de la direction cégétiste.

Correspondant L.O.

Issy-les-Moulineaux

ALORS que la semaine précédente, après la rencontre syndicats-direction à Roquencourt, les syndicats semblaient s'orienter vers la relance de l'action revendicative, mercredi 7 octobre ils n'ont appelé à aucun mouvement pour se joindre aux autres usines du trust.

Le jeudi précédent une rencontre intersyndicale avait eu lieu le matin, et, en commun, la CGT, la CFDT et la CGT-FO avaient appelé à une réunion pour le soir.

La quarantaine de travailleurs, présents à cette réunion, avaient alors remis en question la plate-forme revendicative sur laquelle s'étaient accordées « au sommet » la CGT et la CFDT du trust (50 F et 4,5 %). En fin de réunion, après débat, les présents estimaient qu'il valait mieux revendiquer une somme fixe pour tous et un salaire mensuel minimum, comme en Mai 68, mais en tenant compte des hausses : l'accord se fit sur 1 200 F de salaire mini et 200 F d'augmentation pour tous.

Le lendemain, vendredi, la CGT et la CFDT appuyées par la CGT-FO appellent à un débrayage d'une demi-heure à 14 h. Le nombre de participants est très réduit (à peine 150) compte tenu du caractère plus symbolique qu'efficace de l'action.

L'assemblée approuvera à main levée une résolution : les grévistes s'engagèrent à défendre les revendications 200 F pour tous et pas de salaire inférieur à 1 200 F et à se mobiliser pour entrainer leurs camarades de travail. Depuis la seule initiative prise en commun par les trois syndicats a été l'organisation de la solidarité financière avec les grévistes de la filiale TH-CSF, la SOCAPEX. Deux collectes au drapeau rouge ont été faites rapportant 400 F et 300 F.

Correspondant L.O.

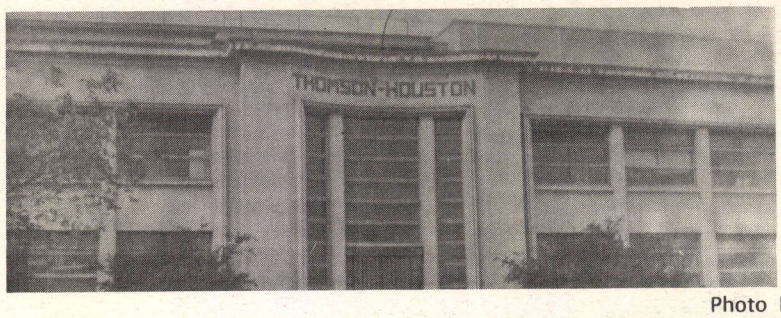


Photo L.O.

Gennevilliers

LES syndicats de la Thomson Gennevilliers n'ont pas jugé utile de nous avertir de la décision prise au niveau du trust, de faire une journée d'action le mercredi.

Ils avaient bien mieux à faire. Ils préparaient les élections du C.E. Pendant 8 jours nous avons été submergés de tracts. Ils ont réussi l'exploit de parler de tout sauf des actions en cours. Il n'était d'ailleurs pas recommandé à un syndiqué C.G.T. de poser des questions à ses délégués. Si vous proposiez une assemblée du personnel pour savoir si les travailleurs étaient satisfaits, si vous demandiez qu'ils soient informés des mouvements ailleurs, entre autres, de la grève illimitée à Laval, ou au moins une réunion de syndiqués, vous deveniez bientôt un diviseur digne d'être exclu, démocratie avancée oblige.

Le vendredi la C.G.T. sortait un tract de victoire sur le résultat des élections. On y apprenait notamment que :

« Le seul point faible est le 2e collège à G6, et ici, on peut « remercier » les 2 ou 3 gauchistes enragés qui depuis 8 jours ont calomnié sans cesse la C.G.T., qui soi-disant refuserait l'action. »

Correspondant L.O.

Suresnes

DANS cette usine travaillent 440 personnes, en majorité des OS. Ces travailleurs occupent l'usine pour les revendications suivantes : 40 F d'augmentation mensuelle pour tous et 3 %.

De son côté la direction maintient encore, plus d'une semaine après le début de l'occupation, ses premières propositions : 33 centimes de l'heure jusqu'à 8 F et 4 % au dessus de ce taux horaire.

Par télex la direction a affirmé « qu'elle ne pourrait discuter que 3 jours après la reprise ». *A l'heure où nous écrivons les travailleurs n'ont pas accepté ces conditions.*

Correspondant L.O.

Les élections de délégués chez Bronzavia

(Photo L.O.)

Cette fois-ci, comme depuis des années, les élections de délégués ont donné la majorité des sièges au syndicat-maison C.F.T.

Cela s'explique avant tout par la position importante que tient la C.F.T. dans l'entreprise et dont elle sait se servir. Mise en place par la direction, elle est majoritaire au comité d'entreprise depuis dix-sept ans. Elle obtient parfois de petits avantages qui arrangent certains ouvriers (changements d'équipes, obtention de prêts, etc.) sans rien coûter à la direction.

D'autre part, la plupart des chefs doivent leurs places à la C.F.T., et celle-ci sait faire souvent des promesses de promotions... illusoires le plus souvent.

La C.F.T. répand aussi une certaine crainte parmi le personnel, notamment grâce au mouchardage systématique.

Il en résulte que peu de militants osent s'afficher ouvertement C.G.T. (seul autre syndicat de l'usine). On ne peut citer aucun délégué C.G.T. qui ait bénéficié d'une quelconque promotion depuis des années. Il en résulte également que depuis plusieurs années il ne s'est même pas trouvé de candidat C.G.T. au 2e collège lors des élections.

Et enfin, la C.G.T. n'est pas particulièrement active chez Bronzavia, il n'y a pas eu de réunion de syndiqués depuis mai dernier, et aucune lutte depuis longtemps, excepté des débrayages en mars 1969, démarrés d'ailleurs en dehors d'elle.

La C.G.T. ne parvient donc pas à accroître son influence. Elle est traditionnellement majoritaire au premier collège où votent pour elle, par principe plutôt que par souci s'efficacité, ceux qui ne veulent pas voter pour les candidats directement au service du patron. Et au second collège, les opposants à la C.F.T. votent blanc ou nul (41 % des votants cette année).

Les déboires de la C.F.T. aux élections du C.E. (2e collège)

Si les élections se sont déroulées sans surprises pour les délégués du personnel et pour le premier collège au comité d'entreprise, il n'en a pas été de même pour le deuxième collège du C.E.

Cette année, croyant les jeux faits, elle a découpé le traditionnel deuxième collège Cadres-Maîtrise en deux, afin de séparer les cadres de la maîtrise. Mal lui en a pris : bien que seule à se présenter au collège Maîtrise-Techniciens, elle n'a pas atteint le quorum des 50 % et un deuxième tour a été nécessaire.

Nous citons ses explications embarrassées du lendemain, qui ont fait bien rire dans l'usine :

« Il ressort de ce scrutin que la maîtrise et les techniciens de Bronzavia ne sont pas satisfaits, mais s'ils ont pu manifester leur mécontentement, ils nous le doivent. En effet, c'est la C.F.T. qui a demandé la séparation des deux collèges (...). Elle aurait pu continuer à conserver le collège unique Cadres-Techniciens-Maîtrise, et elle aurait ainsi obtenu le quorum indispensable (...). Au contraire, et vous devez nous en rendre justice, sachant pertinemment qu'elle n'obtiendrait pas le quorum dans ce collège *(sic)* par suite du mécontentement de la maîtrise et des techniciens de Bronzavia, dont elle connaît parfaitement les raisons, la C.F.T. n'a pas hésité à demander la séparation des deux collèges (...).

« ...Vous avez manifesté votre mécontentement, c'est bien. Nous l'avons enregistré. Maintenant apportez-nous tout le poids d'un suffrage plus important pour que nous ayons beaucoup plus de force auprès de la direction. »

Surprise encore pour la C.F.T., deux jours avant le deuxième tour, la C.G.T. présentait un candidat : ce qu'elle n'avait pas fait depuis des années. Et là la C.F.T. perdait encore des voix : il y a eu 45 % des votants pour la C.F.T., 31 % pour la C.G.T., et encore 23 % de bulletins blancs ou nuls.

Correspondant L.O.

ÉLECTIONS A IDÉAL-STANDARD :

● Gain de la C.F.D.T.

● Perte de la C.G.T.

LES élections de délégués du personnel viennent d'avoir lieu à l'usine Idéal Standard d'Aulnay-sous-Bois.

Les résultats se traduisent par une perte de voix de la C.G.T. (70 voix) et un gain de la C.F.D.T. (100 voix) par rapport aux élections de l'année précédente.

Il semble qu'au moment du vote, les travailleurs d'Idéal se soient souvenus de certains incidents marquants de cette année, notamment la grève faite par les ouvriers nord-africains et noirs en février dernier.

C'est au cours de cette grève que la C.G.T. se déconsidéra le plus aux yeux de nombre de travailleurs. En effet, à la suite d'une insulte d'un chef, les travailleurs nord-africains et africains avaient réagi et exigé des excuses de la part du chef.

La C.G.T. à l'époque condamna fermement ce mouvement et déclara qu'il était l'œuvre des gauchistes. Elle demanda en outre à la direction de sanctionner les leaders nord-africains et de licencier trois ouvriers révolutionnaires les plus connus qui avaient apporté leur soutien à la grève (deux de ces militants sont actuellement à la C.F.D.T.).

Au moment du vote, les ouvriers ont eu de la mémoire. Cela obligera peut être certains militants syndicaux à être dorénavant un peu plus soucieux des aspirations et de la dignité des travailleurs, notamment de nos camarades immigrés.

Voici les résultats du scrutin :

Collège ouvriers-employés :

Votes valablement exprimés 1095 — (63 %) (record de participation depuis de nombreuses années).

Septembre 70		69	
C.G.T.	610	680	— 70
C.F.D.T.	270	170	+ 100
F.O.	210	220	— 10

Correspondant L.O.

A Rhône-Poulenc, C.G.T. et C.F.D.T. se disent contre l'intéressement...

POUR la première fois, les bénéfices de Rhône Poulenc, un des plus gros trusts de France, ont été assez importants (!) pour que l'entreprise tombe sous le coup de la loi sur l'intéressement.

La direction était d'ailleurs si pressée de parvenir à un aacord, qu'elle convoqua à ce sujet les syndicats, en mai dernier, avant que le bilan soit publié.

(Photo L.O.)

A cette réunion, les positions des syndicats furent très nettes : la CFT, la CGC et la CFTC pressèrent la direction de publier le bilan pour pouvoir parvenir rapidement à un accord, tandis que la CGT, la CFDT et F.O. marquaient leur opposition au principe de l'intéressement. Les représentants de la CGT et de FO quittèrent même la salle de réunion.

On pouvait donc espérer que les trois syndicats resteraient sur leurs positions et qui sait, iraient jusqu'à boycotter la réunion convoquée pour le 17 septembre, pour discuter des modalités de répartition de l'intéressement portant sur une somme globale de 7 130 000 A.F.

FO, réputée « gauchiste » dans l'entreprise, refusa de participer à la réunion, expliquant les raisons pour lesquelles le patronnat et le gouvernement voulaient lier les syndicats par l'intéressement.

Mais la CGT et la CFDT se retrouvèrent à discuter autour du tapis vert, avec les mêmes arguments d'ailleurs que la CFT : si aucun accord n'était réalisé, la loi prévoit :

1°) que les fonds soient bloqués pendant 8 ans au lieu de 5, avec un intérêt de 5 %

2°) qu'ils soient répartis proportionellement aux salaires.

Voyons, dirent les syndicats, il est impensable, qu'à cause de nous, les salariés touchent « leur » argent dans 8 ans au lieu de 5 ! Et nous pouvons peut-être resserrer l'échelle hiérarchique. (Eh oui, même la CGT, qui chez Rhône-Poulenc s'oppose aux travailleurs quand ceux-ci réclament des augmentations uniformes, sous prétexte qu'il faut respecter la hiérarchie, s'était découvert une vocation égalisatrice !)

Après moult discussions — la CGT et la CFDT demandant que la répartition se fit avec une échelle hiérarchique dans un rapport de 1 à 2, la CGC de 1 à 4, la CFT et la CFTC de 1 à 3 — on arriva à un compromis : le rapport serait de 1 à 2,7, avec une partie fixe et un partie hiérarchisée, ce qui donnerait des sommes allant de 350 F à 950 F. Ensuite, autre discussion : où seront placés les fonds ? La CFDT défendit le principe d'une Sicav, ce à quoi tous les syndicats s'opposèrent : la CFDT n'avait-elle pas des intérêts dans certaines Sicav ? Bref, l'assemblée tomba d'accord pour placer les fonds chez Rhône-Poulenc, qui garantissait 8 %...

Après cette réunion, la CGT et la CFDT ont sorti chacune un tract : toutes les deux, d'un côté, dénoncent l'intéressement, de l'autre, expliquent quelles modalités d'application elles ont défendues à la réunion. Il y a pourtant une différence entre les deux tracts : la CGT dénonce recto l'intéressement, la CFDT verso !

Maintenant, que la CGT et la CFDT signent ou non l'accord d'intéressement — les signatures se donnent hors réunion, dans un délai de plusieurs semaines — cela n'a plus grande importance. En acceptant de discuter des modalités d'intéressement en faisant valoir qu'un système était meilleur qu'un autre, la CGT et la CFDT ont réussi à faire croire à une partie des travailleurs que l'intéressement était valable et avantageux. Si elles ne signent pas, il est probable que beaucoup de travailleurs ne les comprendront pas !

Les patrons ont réussi exactement ce qu'ils voulaient.

Correspondant L.O.

TOULOUSE :

QUAND LE MAGASIN « ÉPARGNE » ÉPARGNE...

En avril dernier, la société « Epargne » ouvrait un de ses plus grands super-marchés : « le Géant Epargne ». 500 personnes y travaillent actuellement ; les femmes y sont employées comme caissières ou approvisionneuses-vendeuses et font la plupart du temps 30 heures par semaine. Elles travaillent souvent jusqu'à 21 heures, quelquefois 22 heures et certaines viennent le dimanche entre 10 et 18 h, et ceci pour un salaire de 500 à 550 F par mois, le contrat précisant d'ailleurs que l'employé peut faire plus de 30 heures pour la même somme.

Aux heures de pointe, les caissières travaillent debout sans interruption, et en plus des tracas d'argent, car il ne faut pas se tromper en rendant la monnaie, elles doivent aider le client à récupérer ses provisions. Tout cela avec le sourire !

Pour accroître les bénéfices, tous les moyens sont bons. Depuis quelques temps, la direction économise en restreignant le personnel.

Ainsi les employés qui ravitaillent le magasin toute la nuit se retrouvent à 9 alors qu'au départ, il étaient 21. La direction licencie d'ailleurs à tour de bras : trois employés qui s'étaient mis en grève contre ces conditions de travail lamentables ont été licenciés. Au département Boucherie, trois employés font actuellement le travail de neuf. Ceux qui poussent les chariots sont logés à la même enseigne : à trois, ils doivent ravitailler tout le magasin. Un vendredi même, un employé, à lui tout seul a du ravitailler les 2 magasins (alimentation et marchandises générales).

Quant au règlement intérieur !.. Les caissières, par exemple, qui veulent faire des courses dans le magasin sont obligées de passer par une caisse spéciale en tenue de ville, et elles sont fouillées par des personnes « compétentes ». Un employé qui avait accepté un pourboire s'est vu licencier car le client était un flic de la direction. Les petits chefs, aiguillonés par le désir de promotion, se font souvent remarquer. Ne leur a-t-on pas raconté, comme à tout le reste du personnel, que le directeur a commencé à vendre sa marchandise avec une charette et un âne...

Correspondant L.O.

Un exemple parmi tant d'autres

Le C.E.S. de St-Doulchard

C'EST devenu une règle, chaque année, de protester contre les conditions déplorables de la rentrée scolaire. Sans prétendre à l'originalité, il nous a cependant semblé intéressant d'examiner le cas d'un C.E.S. standard, celui de St-Doulchard, près de Bourges.

Le C.E.S. devait être prêt pour la rentrée. Mais le 10 septembre, jour de la rentrée, des professeurs mal informés tombèrent en plein chantier pour faire une partie de cartes.

La rentrée s'effectua donc avec plus d'une semaine de retard. Un corps de bâtiment était construit. Ici et là, quelques tables et chaises composaient l'essentiel du mobilier.

Et cette situation est appelée à durer pendant quelques deux mois. Les enfants, tant bien que mal, s'entassent dans des salles trop petites ; certains partagent une chaise à deux, une table à trois... De toute façon, les salles sont trop petites pour contenir davantage de tables, et pourtant les murs sont démunis de tout casier.

Quant au matériel pédagogique, n'en parlons pas. Il n'y a strictement rien : ni salles spécialisées, ni bibliothèque, ni appareils de projection ou autres, ni documents, ni même un seul ballon. Attendre, toujours attendre... Et allez donc faire une leçon de géographie sur la Terre sans globe et sans carte ! Et allez donc faire des dissections sans matériel ! Ses cordes vocales, une craie, et le vrombissement des pelleteuses dans la cour, voilà tout ce dont dispose un professeur pour ses cours !

A ces avatars « accidentels », il faut ajouter les avatars traditionnels : professeurs nommés en retard, pénurie de surveillants (alors que de nombreuses candidatures ne sont pas satisfaites), classes surchargées, etc.

Le C.E.S., pardon, le futur C.E.S. de St-Doulchard est un C.E.S. de série, type 900, ultra-moderne... Pour 900 élèves, une cour beaucoup trop petite ; pas de préau, si ce n'est un hall minuscule ; pas de salles de jeu ou de lecture. Pas de piscine non plus, ni de terrain de sport, ni même de gymnase ! Les professeurs d'éducation physique sont vraiment vernis... et complètement démunis.

Arrêtons là cette liste d'aberrations ; elle suffit pour se faire une idée des conditions dans lesquelles les enfants sont éduqués. Et réjouissons-nous, car, le CES de St-Doulchard n'appartient sans doute pas aux 0,5 % de « ratés » ; il reflète trop bien les conditions habituelles de l'enseignement.

Correspondant L.O.

Centre « d'aide par le travail »... ...ou exploitation de la misère ?

A Toulouse, 41, rue Viguerie, se trouve un centre « d'Aide par le travail », appartenant à l'Etat. Ce nom, qui pourrait faire croire à une œuvre humanitaire, cache en fait une exploitation qui est des plus odieuses.

Ce centre, regroupe une trentaine de jeunes filles handicapées physiques et aussi malades mentales. Bien sûr, ces jeunes filles ne peuvent pas soutenir un grand effort, ni accomplir des travaux difficiles. Elles travaillent donc essentiellement pour les fêtes foraines (guirlandes, lanternes, fleurettes, etc.).

Pour rentrer dans le centre, elles doivent signer un contrat de trois mois à l'essai, pendant lequel, sans qu'on les paye, on teste leurs capacités. Si elles ne font pas le rendement demandé, elles sont renvoyées ; sinon, elles restent avec un salaire qui varie de 10 F à 220 F par mois. Inutile de préciser que la grande majorité d'entre elle ne dépassent pas les 40 F.

De plus, la discipline est très sévère. Quelques monitrices, de véritables gardes-chiourmes, vont jusqu'à surveiller leurs conversations.

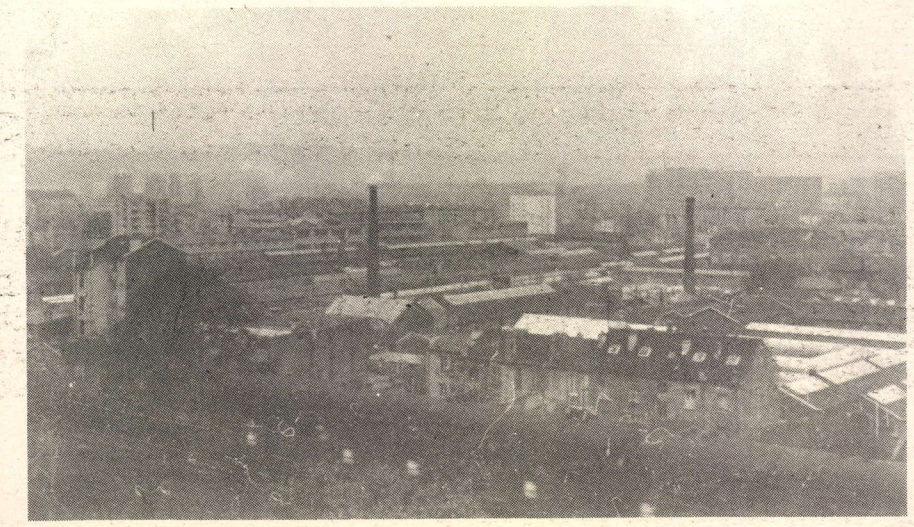
Ces jeunes filles ne trouveraient de solution à leur situation que si elles apprenaient, dans le centre un métier qui leur permettrait de rentrer dans la vie active. Ce n'est évidemment pas le cas.

Encore une fois, l'Etat s'en tire à peu de frais. Il lui est plus facile d'exploiter ainsi des handicapées, que de leur donner les moyens de sortir de leur misère.

Correspondant L.O.

GÉVELOT (Issy-les-Moulineaux) :

COMMENT L'ESPRIT VIENT A LA DIRECTION



DANS certains ateliers de Gévelot (les Déroches) le nettoyage des produits se fait dans les bains de trichlorétylène chauffé.

En février dernier, un travailleur africain ayant reçu du trichlo dans les yeux, fut conduit à l'hôpital où, après radiographie les médecins décelèrent une tumeur aux poumons due aux vapeurs de trichlo.

Huit mois plus tard, soit le 30 septembre dernier, il sortait du sanatorium. Il lui restait dix jours d'arrêt. Retournant « chez lui » à l'usine, — puisqu'il loge dans un bâtiment de Gévelot attenant à l'usine — il eut la surprise de constater que son lit avait disparu. Aussitôt, il monta à la direction, qui avec son « humanisme » habituel, lui proposa d'aller coucher ailleurs, de se débrouiller par ses propres moyens. Le camarade en informa la section C.G.T. qui se heurta aux mêmes paroles de la direction.

Le bruit se répandit dans l'usine. Beaucoup d'ouvriers touchés par l'incident parlaient de riposte pour le lendemain, si une solution n'était pas trouvée d'ici là. La Direction sentit le vent venir. Le lendemain, comme par enchantement, elle avait trouvé un lit à mettre à la disposition de notre camarade, et elle lui promit qu'il n'aurait pas à payer de loyer avant sa reprise de travail. C'est ce qui fut rapporté en assemblée le midi devant une quarantaine de travailleurs africains venus aux nouvelles. Un camarade africain y prit la parole pour dire qu'il faut tous être unis pour riposter coup pour coup aux attaques de la direction.

Correspondant L.O.

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

(4)

RESUME

L'action de ce roman se déroule en novembre 1918, dans une petite ville d'Allemagne. L'empereur Guillaume II vient d'abdiquer et de s'enfuir. Le héros, jeune étudiant issu d'un milieu bourgeois discute avec les soldats en faction à la gare. Ils viennent d'apprendre la nouvelle, alors que la ville entière l'ignore encore. Pour les soldats, c'est la fin de la boucherie, c'est la paix tant souhaitée, c'est-à-dire le retour prochain dans leur foyer. Pour le jeune lycéen, influencé par les idées socialistes de son précepteur, Adalbert König, c'est le début d'une période exaltante dont il ne comprend pas bien le sens.

En discutant avec un soldat, les employés de la fabrique apprennent que l'empereur s'est enfui en Hollande. Le soldat affirme que la paix est proche. Les ouvrières de la fabrique n'osent trop y croire, mais déjà toutes se mettent à penser à ceux qui vont rentrer du front.

La scène se déroule maintenant en ville.

Le lendemain, en ville, les esprits sont en effervescence. La foule se rassemble devant la mairie, en attente. Les discours commencent. Tout d'abord intervient l'avocat Hoffmann, vieux politicien social-démocrate qui, durant toute la guerre, a été partisan de l'union sacrée autour de l'empereur, et qui aujourd'hui annonce, avec un soupçon d'inquiétude, l'avènement de la République allemande ; la République des ouvriers, des bourgeois et des paysans, tient-il à préciser. A sa suite, Adalbert König, militant socialiste révolutionnaire s'adresse à l'assistance. Passionnément il explique que la fin de la guerre, ce n'est pas la fin de la misère, car ce n'est pas la fin de l'exploitation capitaliste. Il conclue son intervention par un vibrant appel au prolétariat pour qu'il s'empare du pouvoir, en instaurant sa dictature.

Les ouvriers se précipitèrent vers les soldats et se firent donner des carabines. Une troupe pénétra dans l'Hôtel-de-Ville et s'empara des vieux fusils qu'on conservait au Musée historique depuis les guerres de l'Indépendance. Tout en haut, dans la ville, à main droite, s'écroula la vitrine d'un armurier. Aux acclamations frénétiques de la foule, la troupe des aviateurs de la défense distribua cinq mitrailleuses aux ouvriers.

Les hommes de la formation sanitaire allèrent chercher à la caserne le reste de leurs munitions et remirent vingt cartouches à chaque détenteur d'un fusil. Un certain nombre d'hommes dut se contenter de simples couteaux. En ville, on entendait de tous côtés le fracas des rideaux de fer des magasins qu'on baissait. On eût dit que c'était la ville elle-même qui s'effondrait.

Le Dr Hoffmann, le commandant du bureau de recrutement et le délégué des syndicats avaient disparu. En revanche, à côté d'Adalbert König se tenaient les matelots. Ils gardaient le silence et portaient des grenades à main à leurs ceintures.

Adalbert König, debout derrière le pare-éclats de la mitrailleuse, discutait avec les ouvriers et les soldats. Il ordonna qu'on formât deux centuries avec les hommes armés, qu'on occupât les usines, à commencer par le château d'eau et l'usine à gaz pour ne pas se trouver désarmés au cas où un soulèvement des éléments bourgeois viendrait à se produire. Un matelot exigea la mise en arrestation de tous les officiers et la remise comme otages de quelques riches bourgeois dont Adalbert König donna les noms. La plupart étaient des connaissances de ma famille.

Ensuite, traversant la place, accompagné de matelots, König se rendit à l'auberge où se trouvaient le bourgmestre et le juge Galopp. En même temps que lui entrèrent quatre soldats, délégués du conseil des soldats, et le sergent-major qui en était aussi. M. le Dr Hoffmann fit son entrée dans la salle quelques minutes après. Il donna la main à Adalbert König.

— Jeune ami, lui dit-il, jeune et impétueux ami.

— Asseyez-vous, répondit Adalbert König, la séance du conseil des ouvriers et des soldats est ouverte. Nos deux camarades de la flotte en font aussi partie en qualité de représentants de la force armée.

Un sourire glissa sur les lèvres de Hoffmann.

— Pourquoi êtes-vous tout d'un coup si militaire ? dit-il. Je croyais que nous combattions le militarisme ?

Adalbert König répliqua aussitôt :

— Le prolétariat armé n'a pas seulement le devoir de terminer la guerre, mais aussi celui de mener la Révolution à bonne fin.

Et sans plus se soucier de l'amical « oho ! » de Hoffmann, Hill se plaça à un bout de table et demanda la parole.

Il commença à parler avec aisance. Sa voix planait au-dessus de l'assemblée. Je me pressais avec Max Frey sous la fenêtre entr'ouverte.

De la ville arrivait à mes oreilles le bruit sourd des colonnes en marche ; parfois on entendait des vitres voler en éclats ; puis c'était le silence que coupaient seulement à intervalles égaux les patrouilles d'ouvriers qui traversaient la place.

Nous entendîmes Adalbert König ;

— Camarades, ce qu'il y a à dire se réduit à peu de chose, mais la besogne ne manque pas. Toutes les exploitations vitales : château d'eau, usine à gaz, gare, poste et télégraphe sont occupés, les voies d'accès gardées par des sentinelles. Le conseil des ouvriers et des soldats décide de faire afficher aujourd'hui même la proclamation suivante.

« Ouvriers, paysans et bourgeois ! Le gouvernement impérial est renversé. Les forces réunies du prolétariat et de l'armée ont mis fin au meurtre des peuples. La Révolution est en marche. Le capitalisme appartient désormais au passé. Le prolétariat en armes se porte garant au prix de son propre sang de la chute définitive de tous les exploiteurs ; chaque journalier recevra un salaire équitable. Le prix des denrées va être baissé immédiatement. La socialisation intégrale commence. Mercantis et usuriers seront fusillés. Dans la République socialiste il n'y aura plus de place pour la corruption. La bureaucratie a vécu. Travailleurs, constituez-vous partout en conseils d'ouvriers et de soldats ! Armez-vous !

Adalbert König poursuivit :

— Maintenant, en tenant compte des conditions locales, nous décidons ce qui suit :

1° Toutes les autorités sont subordonnées au C.O.S. ;

2° Le C.O.S. confisque au nom du peuple affamé tous les stocks de vivre et d'étoffes ;

3° Le C.O.S. déclare que quiconque dérobe à la communauté des matières de première nécessité, sera traduit, sans autre forme de procès, devant le tribunal révolutionnaire ;

4° Le C.O.S. décide que toutes les exploitations, entreprises et banques, etc., seront transformées en association ;

5° Le C.O.S. proclame la dictature du prolétariat pour le triomphe de la Révolution ;

6° Le C.O.S. décrète, en vertu des droits de la Révolution, l'internement comme otages des bourgeois dont les noms suivent : Ziel, directeur d'usine, Seckel, banquier, Galopp, juge près le tribunal de première instance, Karg, bourgmestre, Diehl, négociant, Huf, minotier, Langsdorf, conseiller cantonal, Scriba, pasteur, Fresenius, propriétaire de journal. Les otages seront internés à la caserne et traités exactement comme de simples ouvriers. Ces otages répondent sur leur vie de la tranquilité du reste de la population bourgeoise. De son côté le prolétariat révolutionnaire donne sa parole que rien ne sera tenté contre la vie des otages tant que la bourgeoisie gardera la neutralité.

7° Le C.O.S. envoie son salut au prolétariat révolutionnaire et aux soldats révolutionnaires de tous les pays. Il invite à brandir aussi le drapeau de la Révolution et à renverser le système capitaliste. Il salue ses frères de Russie, sûr de ne faire qu'un avec eux dans la pensée que pour fonder une société libre il faut absolument recourir à la violence ;

8° Le C.O.S. promet à tous qu'après la Révolution régnera un ordre social équitable, que ne souillera aucune idée de lucre ;

9° Le C.O.S. supprime la propriété privée, parce que la propriété privée corrompt l'homme ;

10° Le C.O.S. a armé les ouvriers à cette fin.

Adalbert König resta debout devant la table et garda le silence.

Sa tête apparaissait, étroite et aiguë, comme un camée.

Sa taille était serrée dans une ceinture brune à laquelle pendait un revolver.

Ce fut d'abord un marin qui prit la parole.

— Je suis absolument de ton avis, fit-il en se couchant presque sur la table.

Deux soldats de la formation sanitaire dirent encore :

— Il est bien peu question de paix dans toute cette affaire et c'est pourtant ce qu'il y a de plus important. Il faut que tu fasses ajouter que dans le délai de trois semaines toutes les formations devront être dissoutes. Alors nous serons tout à fait d'accord.

Un secrétaire de syndicat, pourvu d'une barbiche qui lui donnait quelque ressemblance avec un renard, fit observer qu'on pourrait bien laisser de côté les amabilités à l'égard de la Russie, que là-bas on était en pleine guerre civile et qu'il valait mieux attendre d'abord les résultats. A part cela on approuvait tout le reste. Mais il pensait que chaque ouvrier porteur d'un fusil ferait bien d'être muni d'un permis pour éviter que les armes ne passent en d'autres mains.

Le sergent-major déclara que peu lui importait ce que faisait le prolétariat. L'essentiel, c'était la démobilisation et le renvoi sans troubles, des soldats dans leurs foyers, ce qu'ils désiraient ardemment. A toutes les étapes que traversaient les soldats, la révolte battait son plein et ce n'était certes pas chose facile que de mettre un peu d'ordre dans la liquidation de cette grave affaire. Aussi proposait-il de laisser l'administration des voies ferrées, des postes et des télégraphes entre les mains des soldats... pour le reste, le prolétariat accomplirait sa révolution comme il lui plairait.

A son tour le Dr Hoffmann se leva et dit :

— J'approuve entièrement les paroles prononcées par mon ami, le jeune révolutionnaire Adalbert König ; mais on me permettra, eu égard à mon âge

FEUILLETON

et à mon expérience, d'y ajouter encore quelques observations. Il faut d'abord ne point oublier que nous sommes maintenant en république... et cela me semble d'importance, puisque l'empereur est en fuite. Ensuite le fait d'être en république constitue déjà en soi un grand avantage ; car, par définition, les républiques n'existent que pour le peuple, et ceci explique encore bien des choses, entre autres que nous inaugurons un nouveau contrat social ; que dans les temps écoulés la propriété privée ait corrompu les hommes et que les rivalités économiques les aient conduits à la guerre, rien de plus juste. Mais pour quelle raison vouloir supprimer la propriété privée, maintenant que nous avons une forme d'Etat qui s'opposera à ses abus ? Voilà pourquoi je proposerai de dire : la propriété oblige à faire œuvre utile envers la collectivité ; l'usure doit être punie. Passons maintenant à la socialisation des entreprises. En entendant tout à l'heure les formules admirables de concision à l'aide desquelles mon ami exprima sa pensée, mon cœur de vieux socialiste tressaillit d'allégresse ; mais, chers camarades, ici nous ne pouvons pas comme cela, de propos délibéré, agir comme si nous étions seuls. Nous sommes dans une petite ville ; attendons d'abord les décisions de Berlin ; ensuite nous socialiserons d'un cœur léger. Je suis aussi, moi, pour la mise en état d'arrestation de certaines personnes, à titre d'otages. Mais qu'on les laisse chez elles en les obligeant seulement à se présenter le matin au domicile d'un des membres du C.O.S. Quant à armer le prolétariat, c'est là un moyen révolutionnaire désuet tout comme la dictature du prolétariat... vous oubliez que tout le monde ne connaît pas le maniement des armes, surtout les jeunes gens qui sont portés à en faire usage à tout propos et hors de propos. C'est pourquoi je serais d'avis que seuls reçoivent une arme les vieux ouvriers qui ont fait leurs preuves, ceux qui ont blanchi au service du socialisme et n'appartiennent pas à la jeune génération chez qui les privations de la guerre ont affaibli le sens de nos bonnes traditions. Le parti socialiste, qui, ces temps-ci, a assumé la plus formidable des responsabilités, a pour mission d'organiser le nouvel Etat en sauvant du naufrage de l'ancien ce qui peut être sauvé et j'ai la conviction que cela sera possible si tous les hommes de de donc d'accepter la motion suivante basée sur ma tête et raison savent demeurer unis. Je vous demanvieille expérience et qui complétera vos arrêtés :

1. L'ancien détenteur du pouvoir ayant pris la fuite, le C.O.S. l'a remplacé. Il jure d'user du pouvoir pour le bien de tout le peuple.

2. Le C.O.S. proclame les droits du peuple souverain.

3. Le C.O.S. poursuivra impitoyablement les exploiteurs du peuple. Il confisque tous les vivres au profit du peuple affamé.

4. Le C.O.S. proclame la paix.

5. Le prolétariat prend l'initiative de la réconciliation des peuples et, par sa voix, réduira à néant toute tentative de troubler la grande paix des nations.

6. Le C.O.S. s'emploiera de toutes ses forces à la socialisation des ressources existantes.

Le C.O.S. ne tolérera pas que le sang coule à nouveau. Il se félicite de voir le prolétariat s'armer.

8. Le C.O.S. combat pour la liberté de tous les citoyens ; il s'emploiera de toutes ses forces à la reconstitution de la société.

A cet instant la fenêtre sous laquelle nous nous tenions se ferma lourdement. Un pan du rideau s'était pris entre le cadre et le battant et s'agitait comme un drapeau blanc hors de la chambre où avait lieu la séance. Nous nous baissâmes. Une patrouille qui traversait la place, s'arrêta et arma ses fusils. Max et moi, nous nous applatîmes contre le mur... et, comme nous avions des vêtements gris et que le mur était aussi gris, on ne nous remarqua pas. La patrouille passa.

Lentement nous nous détachâmes du mur de la maison et atteignîmes la rue. Max avait de forts accès de toux, quoique la brume commençât à se dissiper.

— As-tu entendu ? dit-il tout à coup en s'arrêtant à l'angle aigu formé par la devanture d'un grand magasin, comme tous ces gens-là parlent de l'Etat ? L'un en voudrait un flambant neuf, l'autre se contenterait de rafistoler l'ancien... Ce qu'il y a de certain, c'est que tous ont peur les uns des autres et que s'ils marchent coude à coude aujourd'hui, ce n'est que par peur. Mais aucun d'eux ne s'aperçoit combien il est écœurant d'être homme... Ah, on ne les verrait pas continuellement occupés à fonder de nouveaux Etats s'ils n'avaient pas si grand peur d'être seuls... Une fois que tu as pris l'habitude de vivre isolément, tu t'aperçois vite que les hommes sont répugnants et que si tu conserves ta vie, c'est uniquement parce que tu as la conviction qu'il te faut prouver à tous, d'une manière éclatante, que les hommes n'ont que ce qu'ils méritent ; si cela est dommage pour quelqu'un c'est uniquement pour celui qui les a faits.

Max toussa, et éclata de rire.

— Prends seulement la peine de les regarder, s'écria-t-il en me saisissant le bras ; te rappelles-tu comme ils croyaient en leur guerre autrefois, eh bien ! maintenant c'est en leur paix qu'ils croient de la même manière. T'imagines-tu peut-être que ce sont d'autres hommes ?

Son rire avait cessé. Il se pencha doucement vers moi et me dit :

— Certes, pour ton Adalbert König, ce serait dommage, car il croit encore, lui, que les autres hommes lui ressemblent.

Je gardais le silence, Max s'éloigna. Il me donna la main et marcha un peu à gauche, dans la rue, en boîtant.

— Je sais maintenant pourquoi tu n'es pas content, me dit-il très doucement, en revenant vers moi, parce que toi non plus, tu n'as plus foi en l'absolu... nous l'avons désappris pendant la guerre ; cela, ce fut son bon côté...

Il disparut dans sa rue en poussant un ioulement d'hystérique. Je ne le suivit pas longtemps des yeux, mais je décidai d'aller trouver ma mère pour lui dire qu'une nouvelle époque venait de s'ouvrir.

Chemin faisant je me vis dépassé par quatre patrouilles...

(A suivre.)

Un nouveau feuilleton sur la première chaîne

LA DYNASTIE DES FORSYTE

A partir du samedi 3 octobre, la télévision a commencé la diffusion d'un feuilleton : **la dynastie des Forsyte,** tiré d'une série de romans de John Galsworthy.

C'est au début du vingtième siècle que ce dernier, né en Angleterre en 1867, commença à publier l'histoire des années 1880 aux années 1920, des dix frères et sœurs Forsyte et de leurs enfants, romans qui lui valurent le prix Nobel en 1932.

A travers ses personnages, Galsworthy, issu d'une riche famille d'hommes de loi, a peint de l'intérieur un milieu qu'il connaît bien ; il a mit à nu le puritanisme et l'hypocrisie des riches bourgeois de l'ère victorienne ; il a montré comment l'argent corrompt tous les rapports sociaux et règle toutes les conduites, jusqu'à dicter les rapports conjugaux. La critique ne prend pas la forme d'un réquisitoire violent ou passionné, elle est simplement sous-jacente, souvent pleine d'humour, tout au long des pages.

L'esprit de cette satire semble avoir été fidèlement respecté à la télévision. Le premier épisode nous a fait connaître, à l'occasion d'un bal de fiançailles, la plupart des membres de la famille. Il nous a aussi montré la révolte de l'un d'eux, le jeune Jolyon qui, quand il veut quitter sa femme pour épouser la gouvernante de sa fille dont il est amoureux, se heurte à l'opposition de sa famille qui n'admet pas qu'on brave ainsi les convenances.

Ecœuré de voir que ses parents, ses amis, préfèreraient le voir tromper discrètement sa femme, il rompt avec eux.

Le second épisode du feuilleton était centré sur son cousin Soames, individu qui ne voit les rapports humains que sous l'angle commercial. Il a épousé une femme, celle-ci ne l'aime pas, cela n'a guère d'importance.

Sans y voir le mal, il viole sa femme puisqu'elle lui appartient et qu'elle est censée « avoir des devoirs ».

On le voit, Galsworthy n'a pas été tendre envers ces personnages. Mais ce qu'il veut attaquer, ce sont les excès, non le milieu lui-même.

Que reste-t-il de son œuvre ? La description d'un milieu — et les grands bourgeois anglais ne doivent pas être sensiblement différents de leurs homologues français — de personnages attachants malgré leur superbe indifférence à ce qui n'est pas leur profit, leur famille et leurs enfants à qui ils veulent léguer le plus gros héritage possible, comme garantie de bonheur, dans la vie. Et le feuilleton ne nous a pas déçus sur ce point : malgré la multiplicité des personnages, il n'a absolument pas tourné à la confusion.

S. Friedman.

L'objectivité à l'O.R.T.F.

« Onze soldats français sont morts au Tchad, au Tchad où, l'on a parfois tendance à l'oublier, des militaires français sont engagés ».

Après cette belle autocritique d'un speaker des actualités télévisées, espérons que l'ORTF aura à cœur de ne plus oublier de nous informer régulièrement, et objectivement.

A SIGNALER

DU MARDI 20 AU LUNDI 26 OCTOBRE

1re chaîne

Mardi 20 octobre, 21 heures : Information première consacre une émission à l'O.N.U.

Vendredi 23, 21 heures 20 : « Objectifs » une émission de Pierre Lazareff, Pierre Dumayet et Jean Cazenave, l'équipe de « 5 colonnes à la une ».

Samedi 24 octobre, 21 heures 20 : la suite du feuilleton : « La dynastie des Forsyte ».

2e chaîne

Mercredi 21 octobre, 22 heures 40 : une émission littéraire de Michel Polac : « Poste scriptum ». L'actualité littéraire à travers l'actualité de la semaine à Paris.

Vendredi 22 octobre, 20 h 35 : dans la série « Les dossiers de l'écran » un film de René Clair : « Le Silence est d'or ».

Dimanche 25 octobre, 20 heures 35 : un film de Federico Fellini : « Le cheik blanc », avec Giulietta Massina.

Lundi 26 octobre, 22 heures 40 : l'émission « Dossiers souvenirs » est consacrée à Chester Himes, écrivain noir américain, célèbre surtout par ses romans policiers qui décrivent la vie grouillante du petit peuple du quartier noir de New-York : Harlem. Parmi les plus connus de ses romans citons « La reine des pommes ».

Le doigt sur la gazette

La photo avant le coup de ciseaux... (Ph. U.P.I.)

... et la coupure de « l'Humanité-Dimanche » du 4 octobre

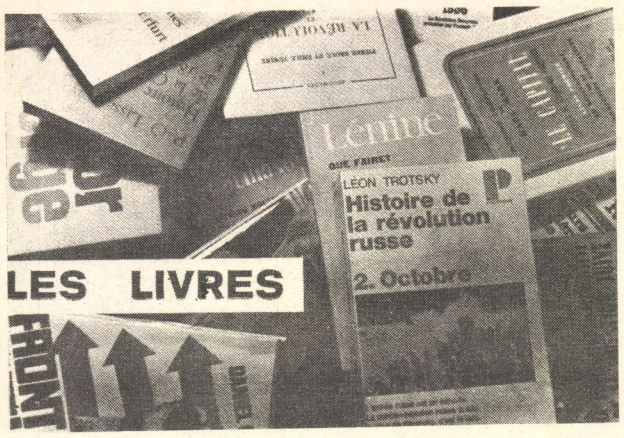
De la droite à la gauche (en exceptant peut-être le rancunier Guy Mollet) tout le monde a essayé de prêter celui qui vient de mourir au Caire comme l'un des siens. A ce concert unanime, le P.C.F. a tenu à apporter lui-aussi sa propre partition pour accompagner Nasser à sa dernière demeure.

Rien n'a été épargné pour accréditer l'idée d'un leader égyptien qui aurait été « un grand ami de la paix », « un combattant résolu de l'anti-impérialisme et de la cause de l'émancipation des peuples », etc...

Bien sûr pour brosser un tel tableau du défunt il a fallu quelque peu accomoder la plus élémentaire vérité ; en « omettant » par exemple de dire que Nasser avait envoyé nombre de communistes égyptiens moisir dans les prisons de son pays. Nul doute qu'un Jésuite aurait donné l'absolution à R. Guyot (auteur de l'article) car, enfin, il ne s'agit pas là d'un mensonge mais d'un oubli, de même qu'il aurait excusé que, pour « la bonne cause », la photo illustrant cet article ait été quelque peu amputée.

Pour que nos lecteurs apprécient à leur juste valeur les derniers jours du « raïs », nous avons tenu à leur présenter la photo telle qu'elle avait été distribuée par une agence de presse... Nous ne doutons évidemment pas que ce soit le manque de place qui ait obligé notre confrère de « l'Humanité-Dimanche » à laisser la silhouette familière de Hussein dans l'ombre...

F. L.



Le mouvement révolutionnaire arabe

de NATHAN WEINSTOCK

NATHAN Weinstock n'est pas seulement un spécialiste des questions du Moyen Orient et du monde arabe, il est d'abord un militant politique partageant les idées du Secrétariat unifié de la IV[e] Internationale.

Dans son livre il nous présente un panorama de l'évolution de l'ensemble des pays arabes, de la colonisation à nos jours. Une foule de questions y sont soulevées auxquelles l'auteur ne peut s'attarder longuement. Tout cela ne peut qu'encourager le lecteur à se familiariser avec le monde arabe, sa culture, son histoire et les problèmes politiques actuels qui s'y posent en termes cruciaux.

Une bourgeoisie trop fragile

Tout d'abord Weinstock définit le cadre général de la situation. Si le capitalisme a donné naissance, en Europe, à des marchés nationaux qui ont déclenché une prise de conscience et la formation d'Etats nationaux, du fait du développement inégal, la pénétration capitaliste européenne dans le monde arabe n'a pas suscité la naissance d'une bourgeoisie arabe capable de constituer du Maroc à l'Irak une véritable nation disposant d'un marché et d'un Etat.

Au contraire les produits manufacturés européens détruisirent l'artisanat traditionnel et les marchands arabes durent se limiter au rôle de compradores. Avant que les troupes colonisatrices ne débarquent, les princes turcs et arabes étaient déjà économiquement dépendants du capitalisme européen.

Ce fut la colonisation qui déclencha le réveil national arabe. Les premiers à lutter contre les envahisseurs furent des féodaux, tel Abd-el-Kader. Mais ce furent des intellectuels, des chrétiens du Liban, qui se firent les porte-parole d'un nationalisme **arabe,** et se référèrent à la nation et non à la religion.

L'effondrement de l'empire turc fit accourir les impérialismes français et britannique au Moyen-Orient. La Palestine, clé de toute la région, fut la terre de toutes les intrigues. L'Angleterre l'emporta grâce à la collaboration conjuguée des sionistes et des princes arabes.

Mais les masses arabes ne restèrent pas indifférentes devant les tractations qui se faisaient à leurs dépens. En Syrie (révolte Druse), au Maroc (guerre du Rif) en Palestine et en Egypte les émeutes et les révoltes se succédèrent. En 1936 un grand mouvement pour l'émancipation nationale ébanla l'Egypte, la Syrie et la Palestine. Dans ce mouvement la classe ouvrière arabe eut un rôle important mais n'eut à aucun moment un rôle politique dirigeant.

Le rôle des partis communistes

Dans les pays arabes comme ailleurs le stalinisme joua un rôle contre-révolutionnaire. A leur origine les partis communistes composés d'intellectuels d'origine étrangère eurent des difficultés pour se lier véritablement aux masses arabes. Un exemple révélateur : lors de la campagne du Parti communiste français contre la guerre du Rif, en 1925, le Parti communiste algérien perdit les 3/4 de ses effectifs! Bureaucratisés, les parti communistes furent à la remorque des nationalistes, voire du grand mufti de Jérusalem. Puis lors de la période des Fronts populaires, les partis communistes en vinrent en fait à collaborer avec l'administration coloniale. Lors du massacre de Sétif en 1945 le Parti communiste algérien et le Parti Communiste français dénoncèrent les « agents hitlériens ». Les ouvriers arabes n'avaient plus qu'à suivre les directions nationalistes bourgeoises.

L'impérialisme U.S. profita de la guerre pour devenir avec l'ARAMCO le principal exploiteur du Moyen-Orient et en 1948 les sionistes formèrent l'Etat d'Israël.

Seule force nationale organisée l'armée mit en place des régimes bonapartistes qui se sont révélés incapables de s'attaquer radicalement aux féodaux et à l'impérialisme. Après la lutte de tout un peuple l'Algérie est toujours dépendante de l'impérialisme, toujours sous-développée, la réforme agraire elle-même n'a pas été vraiment réalisée.

Qui donc alors dirigera la révolution démocratique ? Qui fera sauter les frontières entre pays arabes ?

C'est en se battant sur le terrain de la lutte de classe internationale et non sur celui du nationalisme que les révolutionnaires socialistes arabes offriront une solution aux problèmes nationaux.

(Photo A.F.P.)

Révolution arabe ou révolution prolétarienne ?

Sous le terme vague de « révolution arabe » Weinstock semble défendre l'idée d'un processus automatique qui transformerait les actuels mouvements nationalistes en mouvements prolétariens. Mais en fait, sans intervention consciente du prolétariat, les leaders les plus radicaux d'un tel processus ne seraient dans le meilleur des cas que les équivalents arabes des Mao Tsé-toung ou des Tito, c'est-à-dire les représentants de l'aile la plus radicale de la petite bourgeoisie.

Mais même si une nation arabe arrivait à se constituer, qui s'étendrait de l'U.R.S.S. à l'Atlantique et qui aurait alors une importance politique déterminante, elle ne réussirait pas pour autant à sortir du sous-développement.

Car à l'époque de l'impérialisme décadent, la bourgeoisie des pays sous-développés est incapable de réaliser son programme jusqu'au bout : construire une nation rivalisant avec les puissances impérialistes.

C'est parce qu'ils se battront sur le terrain de la lutte de classe internationale et non sur celui du nationalisme ou du pan-nationalisme que les révolutionnaires socialistes des pays arabes pourront offrir une solution à la crise nationale de leur pays.

Cette lutte pour le socialisme non pas « arabe » mais prolétarien et mondial n'a rien d'automatique. L'émancipation de l'humanité ne peut se réaliser que de manière consciente.

En ce sens, le mouvement révolutionnaire arabe reste à construire.

Pierre Buisson.

Le mouvement révolutionnaire arabe.
Petite collection Maspéro : 6,50 F.

Défilé à Alger pour l'anniversaire de l'insurrection. (U.P.I.)

L'armée défile...

Fellahs algériens. (Ph. U.P.I.)

... les paysans travaillent.

Cinéma

UN HOMME NOMMÉ CHEVAL

de E. SILVERSTEIN

IL n'eût pas fait bon au Lord anglais, héros du film, conduit par l'oisiveté à chasser la perdrix aux confins des territoires des U.S.A. et du Canada actuels, au milieu du XIXe siècle, d'être pris pour ce qu'il était — un homme étranger muni d'une arme à feu — par les Indiens d'un tribu « Sioux » qui découvrirent son campement. Notre Lord eût subi le sort de ses compagnons : corps transpercé de deux ou trois belles flèches ; cou soigneusement passé au fil d'un bon poignard et crâne scalpé.

Mais au moment même de l'attaque, ce Lord anglais prenait son bain, tout nu, dans la rivière glacée. Et il dut sa vie sauve à ce qu'il fut pris.. pour un cheval, attrapé à la corde, baptisé « cheval » selon le rituel indien, affublé d'une selle et de quelque barda, et offert, brave bête de somme, à la vieille mère du chef de la tribu.

Mais la métamorphose de notre homme, L'homme nommé cheval, **n'était pas du goût de celui-ci. Et pour prouver qu'il était bien un homme, et non pas un cheval, il dut faire ses « humanités » indiennes : décocher à son tour quelques flèches acérées à des assaillants d'une tribu « schoshone » adverse, lutter au corps à corps avec eux, leur trancher sans bavures le cou et les scalper...**

Puis, pour obtenir la main de la sœur du chef — beauté plus « hollywoodienne » qu'indienne, — se dévouer corps et âme, après ses premiers exploits, à Wakantanka, le dieu Soleil, et faire la preuve que son courage et sa résistance physique le rendaient digne du titre de guerrier indien, en passant, non par l'épreuve du feu, mais par bien pire : les rites d'initiation imposés par la tribu et son vénérable sorcier.

Histoire affreuse ? Témoignage accablant sur la violence et la barbarie de cette tribu indienne ? Pas du tout.

Car de même que le héros se métamorphose tout naturellement de digne représentant qu'il était de la vieille Angleterre en chef « sioux » incontesté, le spectateur s'attache peu à peu, et tout aussi naturellement, à d'autres mœurs et d'autres lois qui tout compte fait, sont loin d'être pires que celles de la civilisation qui est la leur.

C'est que Silverstein, le metteur en scène de Un homme nommé cheval **nous présente une image des Indiens qui n'a rien à voir avec l'image d'Epinal de bon nombre de westerns : « les vilains-méchants-Sioux-scalpeurs de têtes ». Il s'est attaché au contraire à reconstituer le plus fidèlement possible la vie quotidienne d'une des nombreuses tribus indiennes qui peuplaient à l'époque le sol des actuels U.S.A. ; à décrire sa dure lutte pour la survie, en s'appuyant pour cela sur des documents ethnologiques et des pièces du Musée américain d'histoire naturelle.**

Autrement dit, il a tenté de faire des Indiens les héros de son film. Et il a pleinement réussi. Car vus ainsi de l'intérieur, avec leurs luttes, leurs joies et leurs souffrances, ils sont des plus attachants.

Il faut aller voir ce film qui a le mérite d'être un beau témoignage sur l'humanité, à un certain stade de son développement. Et si le metteur en scène a certainement cédé au « commercial » en greffant sur son témoignage une intrigue sentimentale plutôt déplacée, et en braquant avec un peu trop d'insistance (ce ne sera peut-être pas l'avis de tous) sa caméra sur les beaux yeux et le joli corps d'une héroïne un peu trop « starlett » pour être indienne, c'est une faiblesse qu'on lui pardonne dans la mesure où la qualité générale de son œuvre ne s'en ressent que bien peu.

Michelle Verdier.

DRAME DE LA JALOUSIE

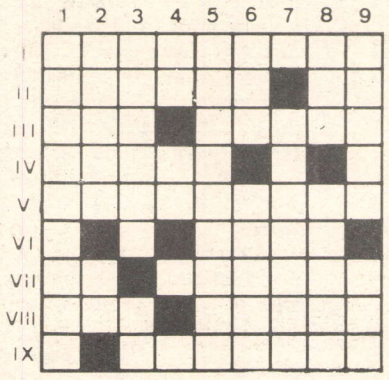
de E. SCOLA

IL s'agit des aventures sentimentales d'une jolie fleuriste romaine partagée entre un maçon d'âge mur et un jeune fabricant de pizzas que l'auteur cherche à traiter sur un mode humoristique et dont il voudrait sans doute faire une satire de la société italienne actuelle.

Malheureusement, on est loin du compte. Passée la première demi-heure, on s'ennuie et les gags ne se renouvellent guère.

Il y a bien quelques bonnes idées, quelques personnages bien campés (on n'oubliera pas ce boucher richissime devenu amateur d'art moderne mais qui garde l'âme d'un boutiquier). Originalité du film : il ne se passe pas dans un milieu bourgeois mais dans le prolétariat romain, parmi des gens qui vont à la fête de « l'Unità » (l'équivalent de la fête de « l'Humanité ») et qui ont leur carte du parti dans leur poche. Mais à part cela, on ne dépasse pas le niveau d'une caleçonnade comme on n'ose plus en montrer au théâtre de boulevard.

J.M.



HORIZONTALEMENT : I. A la Chambre, plus importantes que la tribune. — II. Distrait. Pose des conditions. — III. Nouveau allemand. Permettent (souvent bien mal) d'orienter. — IV. A en croire Giscard, il faudrait s'y mettre. — V. Il n'y a pas que la religion qui les divise. — VI. Un spécialiste des pommes qui n'a jamais eu de pépin. — VII. Fêté au début et à la fin. — VIII. Peu apprécié par les pigeons. S'est frottée à de sacrées huiles. — IX. En hausse par les temps qui courent.

VERTICALEMENT. — 1. Beaucoup d'appelés, peu d'élus. — 2. Vertu militaire. Conjonction. — 3. Livres que les bibliothèques ne prêtent pas. En ordre. — 4. Partie de jupe. Possessif. — 5. Compte quand elle a raté son but. — 6. Dans le calendrier. Ne correspond pas toujours à la réalité. — 7. Célèbre fossoyeur. — 8. Orient. Esclave. — 9. Situées. Issus.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	P	O	L	I	T	I	Q	U	E
II	A	N	E	■	E	L	U	■	V
III	R	U	S	E	■	■	E	■	E
IV	T	■	S	N	O	B	S	■	N
V	I	M	I	T	E	N	T	■	T
VI	C	A	V	E	■	P	I	L	E
VII	I	S	E	R	E	■	O	U	■
VIII	P	S	■	R	U	I	N	E	S
IX	E	U	R	E	■	I	S	S	U

LUTTES OUVRIÈRES

RENAULT-CLÉON :

LES TRAVAILLEURS EN ONT ASSEZ DES ESCARMOUCHES

DES le retour des vacances, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont mis en train toute une série de débrayages par atelier (70 d'après la C.G.T.) d'une durée de 1 à 3 heures. En général, il s'agit d'obtenir le passage du taux moyen au taux maxi pour tous.

Les syndicats s'aperçoivent un an après, que la fameuse grille des salaires est bourrée d'imperfections, sinon inacceptable. Au début, les débrayages sont assez bien suivis mais au bout de quelques semaines nous commençons à être las de ce genre d'action.

La situation va rebondir avec la grève illimitée que les syndicats organisent à l'affûtage (dép. 30) le 24 septembre. Les affûteurs réclament une revalorisation de leur profession : personne en dessous de la classe 8 (coeff. 145). Ce n'est qu'au bout de 6 jours que les syndicats nous demandent de soutenir financièrement ces camarades.

La direction attaque

A ce moment, la grève de l'affûtage commence à menacer de bloquer la production par manque d'outils. Dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre, la direction fait enlever trois machines à l'affûtage et les fait transporter dans une entreprise d'Elbeuf pour assurer la production. L'équipe de nuit débraye 3 h pour protester et, le lendemain, les syndicats appellent les équipes du matin et de la normale à débrayer 2 h en solidarité avec les camarades de l'affûtage. 1.000 à 1.500 personnes se réunissent devant la cantine. Sous les fenêtres du bureau directorial, les responsables syndicaux font crier **« Rendez-nous... nos machines »**.

Nous montons aux bureaux

Bientôt, aux cris de **« Augmentez nos salaires »** et **« les voleurs en prison »** les grévistes grimpent en courant l'escalier conduisant au bureau du directeur.

En haut de l'escalier un barrage de cégétistes s'interpose. Le ton monte. Des délégués C.G.T. sont vivement interpellés. Un travailleur s'écrie : **« c'est comme en 68, dès que vous êtes doublés vous mettez tout en l'air »**.

La C.G.T. invite alors tout le monde à se réunir devant la cantine où elle nous remercie au nom des affûteurs pour notre solidarité.

Mais l'amertume est vive chez certains grévistes. On parle beaucoup de la grève d'octobre 69 où un millier de grévistes avaient été carrément abandonnés par les syndicats (voir L.O. numéro 60).

Pourtant, l'action menée n'a pas été un coup d'épée dans l'eau puisque dans la soirée les machines étaient ramenées à Cléon et les affûteurs obtenaient gain de cause.

Ce que les affûteurs n'avaient pas obtenu seuls et isolés, en une matinée, à près de 1.500, grévistes nous l'avons obtenu.

Correspondant L.O.

Renault-Cléon (Ph. L.O.)

A la Fonderie Lorraine de Saint-Étienne-du-Rouvray

UN COUP POUR RIEN

MERCREDI 30 septembre, la presque totalité des cadres s'est mise en grève pour 24 heures à l'appel de la CGT. Le lendemain, les ouvriers étaient eux-aussi appelés à un débrayage qui fut suivi par tous. Les employés des bureaux, qui comme les cadres ne font pourtant jamais grève, se sont joints à nous avec les mêmes revendications :

— la diminution du temps de travail sans diminution de salaire (l'horaire est de 47 h) ;

— l'augmentation des salaires (le bulletin **Lutte Ouvrière** proposait une augmentation de 1 F de l'heure. Cela a été bien accueilli par beaucoup car c'est 100 F par quinzaine qu'il nous manque).

Le patron avait promis une augmentation d'environ 1,5 % pour septembre. (A la Fonderie, les augmentations déjà minimes ne sont jamais indexées sur le salaire réel, mais sur le taux garanti sans le boni).

La paye du 25 a fait déborder le vase : l'augmentation était totalement invisible.

En plus, des représentants de la direction générale de Pont-à-Mousson, venus dernièrement aux Fonderies avaient refusé de recevoir les délégués ouvriers.

Devant notre mécontentement et le manque d'attention de la direction à son égard, la CGT a appelé à la grève.

Le jeudi matin, les ouvriers se réunirent devant la porte et comme il ne se passait rien, chacun rentra chez soi.

L'après-midi, une cinquantaine d'entre-nous décidait d'aller voir le patron dans son bureau et ne repartir qu'une fois qu'il aurait donné une réponse. Sur le chemin du bureau nous avons rencontré les représentants de l'Union départementale CGT et CFDT. Ceux-ci s'opposèrent à ce que l'on aille voir le patron et le représentant C.G.T. de l'U.D. prit des « gauchistes » à parti.

En grève.

(Ph. L.O.)

Vendredi matin, nous avons repris le travail. Le moment pour se mettre en mouvement n'est pas favorable, car il y a 2 mois de production d'avance.

Pour l'instant, nous avons marqué le coup. Mais pour obtenir satisfaction, il nous faudra aller plus loin.

(Correspondant L.O.).

A la C.I.T. (Commutation-Keller - Paris-XVe) :

Les monteurs débrayent et la direction ôte son masque

A la C.I.T. pour les augmentations, c'est l'arbitraire le plus total. La direction distribue quand elle veut, où elle veut, ce qu'elle veut, individuellement. Il y a les bien vus, les mal vus, les secteurs dont les chefs rapportent de là-haut beaucoup d'augmentations et ceux qui en rapportent peu.

Il y a ainsi des ouvriers qui n'ont reçu que des miettes depuis des années et d'autres (des techniciens par exemple) qui reçoivent 200 ou 250 F de plus d'un seul coup. C'est donc le règne de l'incertitude, du favoritisme et de la division.

Dernièrement au montage, il y a eu une distribution d'augmentations « individuelles ». Seulement 6 travailleurs sur 17 l'ont touchée. C'est la politique habituelle : ne rien donner à beaucoup pour favoriser une minorité — et empêcher par cette division toute réaction unie. Il faut dire que la direction visait particulièrement le montage CP 400, où l'ambiance avait changé récemment et où à la surprise de la chiourme, les ouvriers ne se laissaient plus faire.

Quand les monteurs demandèrent qu'on leur explique cette discrimination, il leur fut répondu avec morgue :

« Pour vous, pas d'augmentations, vous avez manqué de discipline ! Nous verrons ça plus tard, si... »

« Vous, le délégué, vous n'êtes pas souvent à votre travail, alors... »

« Pour vous, c'est différent... ! Nous sommes indécis. Après votre accident, nous ne savons pas si vous pourrez reprendre votre travail, sans ressentir des douleurs... Nous penserons à vous le mois prochain. »

Les monteurs en ont eu assez de ce mépris et de ces procédés de maître d'école distribuant les punitions et les bons points. Ils en ont eu assez des salaires de misère de 850 ou 900 francs.

Le 23 septembre, ils arrêtent le travail pendant 3/4 d'heure, vont trouver leur chef et demandent :

— Augmentation uniforme de 0,50 F de l'heure (un peu moins de 100 F par mois).

— Aucun salaire inférieur à 1 000 F.

La direction refuse évidemment ces revendications de partageux, mais essaie de noyer le poisson en promettant de revoir les cas les plus défavorisés.

Alors, le mercredi 30 septembre, 12 monteurs sur 17 débrayent à nouveau une heure, de 9 à 10 h. Vers la fin du débrayage, le chef du personnel arrive et déclare : « Il est interdit de faire la grève sur le tas » *(en bref, reprenez tout de suite ou sortez dans la rue). La réponse fut unanime :* « EH BIEN, FAISONS LA GREVE SUR LE TAS DEUX FOIS PLUS LONGTEMPS. »

Le représentant de la direction revient à la charge et menace les monteurs et 2 délégués C.G.T. d'un avertissement. Réponse des monteurs : UNE TROISIEME HEURE DE GREVE.

Les monteurs ont prouvé qu'ils ne voulaient pas se laisser faire, mais ils sont très conscients de leur isolement. Alors, la C.G.T. a appelé les soudeuses, qui travaillent dans le même secteur, à une réunion sur le temps de midi, le jeudi 1er octobre. Une trentaine (sur 200) sont venues. Pour les soudeuses, le problème le plus important, c'est celui du boni de plus en plus difficile à réaliser et des cadences infernales. Celles qui étaient présentes étaient d'accord sur les revendications des monteurs, mais de toute évidence, l'ambiance n'était pas à la grève.

Les délégués leur demandèrent de faire un travail d'explication auprès de leurs camarades et de tenter de les amener à une réunion pour discuter des revendications.

Les monteurs ont reçu leurs avertissements et la direction a cédé des miettes (10 à 20 centimes selon les cas) — quant à ceux qu'elle appelle les « meneurs », ils n'ont rien reçu du tout.

Pour l'instant, la lutte semble dans l'impasse. Les monteurs occupent une place importante dans l'usine et pourraient assez rapidement bloquer la production. Mais tant qu'ils resteront isolés, la direction risque de se montrer ferme « pour faire un exemple ».

La direction Keller de la C.I.T. passait jusqu'à ces derniers temps pour une direction « paternaliste ». Mais depuis que des jeunes ont insufflé une vie syndicale à la section C.G.T. et qu'une certaine agitation se fait jour dans les ateliers, elle montre les dents. Réflexions et sanctions se multiplient.

Mais en fait, sa brutalité n'est qu'une réaction de peur. Elle est débordée de commandes, elle est débordée par les problèmes du prochain déménagement à Velizy. Pour pallier la pagaille qui ne manquera pas de se produire — et se produit déjà — elle doit accumuler les stocks pour fournir les commandes des chantiers P.T.T. à temps.

Alors, devant le mécontentement général dans l'usine, l'agitation syndicale, les risques de réaction des travailleurs devant les conséquences du déménagement, elle ôte son masque et prend des attitudes autoritaires.

Il reste aux travailleurs à prendre conscience de leur force et à surmonter des années d'absence de vie syndicale.

Correspondant L.O.